

# Premier chef d'État sud-africain aux USA en 45 ans



Frederik de Klerk

d'après AFP et Reuter  
WASHINGTON

Pour la première fois depuis 45 ans, un président sud-africain, Frederik de Klerk, effectuera demain et mardi une visite officielle aux États-Unis, où le président George Bush entend souligner ses efforts de changement et encourager à une transition pacifique vers un régime sans apartheid.

De Klerk sera reçu demain par Bush à la Maison-Blanche, consécration d'un an d'une politique qui, selon un haut responsable américain, « offre pour la première fois depuis des décennies la perspective de changements réels et pacifiques en Afrique du Sud sur la voie d'une société démocratique et non raciale ».

M. Bush avait invité le président sud-

africain en février dernier, dès la libération du leader noir Nelson Mandela, pour l'encourager à continuer sur cette voie. Également invité, M. Mandela avait été reçu à la Maison-Blanche le 25 juin lors d'une tournée en héros aux États-Unis.

Devançant les critiques qui ne devaient pas manquer d'accompagner le séjour du président sud-africain aux États-Unis, un responsable américain a souligné que Washington « restait, bien entendu, opposé à l'apartheid, sans aucune hésitation ».

À ce sujet, le groupe de parlementaires noirs américains Congressional Black Caucus a annoncé hier l'annulation d'une rencontre prévue avec Frederik de Klerk. Les 24 membres du Black Caucus n'ont pas expliqué les motifs de leur dé-

cision, se contentant de préciser dans un communiqué qu'elle avait été prise « en réponse aux récents développements en Afrique du Sud et après des consultations intensives avec les militants anti-apartheid ».

La police sud-africaine a été toutefois récemment accusée de complicité dans l'explosion de violence entre factions noires rivales qui a provoqué cette année la mort de quelque 1.700 personnes. Le président de Klerk a tout d'abord rejeté ces allégations avant de d'ordonner la semaine dernière une enquête.

D'autre part, le gouvernement sud-africain a réaffirmé hier sa volonté de négocier la transition du pays vers la démocratie, en dépit des violences politiques qui menacent ce processus. La police a fait savoir hier que, au cours des

dernières 24 heures, trois noirs, dont une femme enceinte, avaient été assassinés.

Elle a toutefois signalé une accalmie relative depuis lundi, attribuée à la mise en place de l'opération « Poigne de fer » ordonnée par le président Frederik de Klerk pour mettre fin aux affrontements entre partisans de l'ANC et du mouvement Inkatha dans les cités noires.

L'ANC a averti De Klerk que les discussions sur la démocratisation risquaient d'avorter s'il ne prenait pas des mesures pour mettre fin aux violences en arrêtant les responsables. Il a condamné l'opération « Poigne de fer », estimant qu'elle visait davantage à rétablir l'état d'urgence de manière camouflée et à réprimer les activités politiques légitimes qu'à mettre fin aux violences, qui ont fait plus de 760 morts en six semaines.

## Liberia: la force africaine prépare son offensive

d'après AFP et Reuter  
ABIDJAN

Le cessez-le-feu unilatéral décidé par le Front national patriotique (NPFL) a été peu respecté hier à Monrovia, alors que l'ECOMOG, la force d'interposition interafricaine poursuivait ses préparatifs militaires à Freetown en recevant notamment le renfort d'avions de combat nigériens.

Après neuf mois, presque jour pour jour, de guerre civile, les tirs d'armes automatiques ont continué à Monrovia après 12h locales (12h GMT), heure choisie par le NPFL pour son cessez-le-feu. Ces tirs étaient localisés à moins d'un km de la présidence, entre l'université et City Hall. Les hommes du NPFL font face à cet endroit à des soldats nigériens de l'ECOMOG, selon de bonnes sources. L'artillerie n'est cependant pas entrée en action et aucune présence aérienne n'a été signalée.

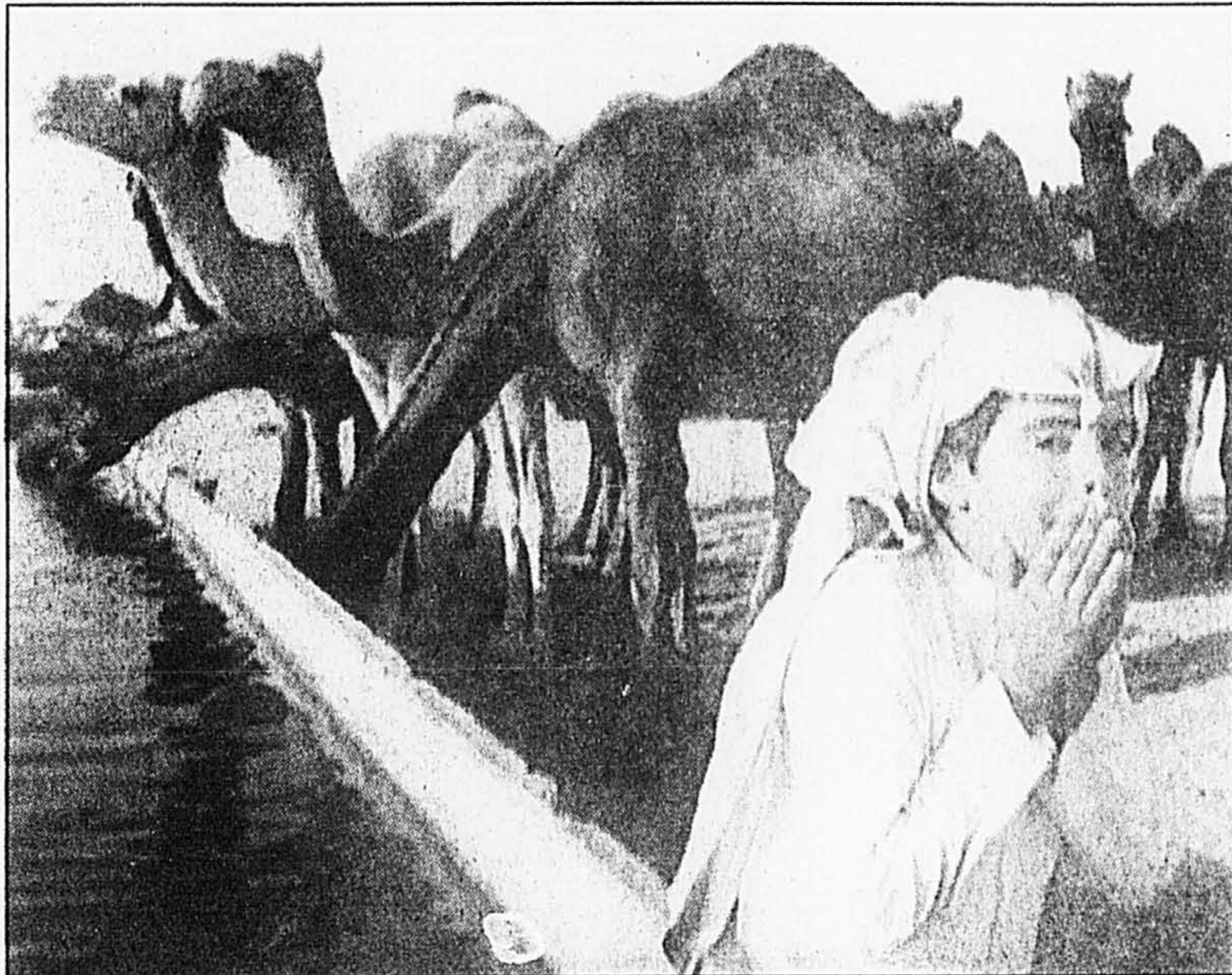
Le commandant du NPFL à Monrovia, Issac Missah, a affirmé que l'ECOMOG avait lancé une offensive dans la soirée de vendredi après l'annonce de la décision de cessez-le-feu du NPFL. Cette offensive s'est poursuivie hier matin, a-t-il ajouté, et a coûté la vie à un maquisard.

La situation sur les deux axes « fronts », dans la zone du port, ainsi que dans le comté de Grand Geddeh (200 km au nord-est de Monrovia) où 200 soldats gouvernementaux tiendraient un réduit de quelques km<sup>2</sup>, n'était pas connue.

Le NPFL avait décrété vendredi un cessez-le-feu unilatéral tout en maintenant ses exigences politiques. Charles Taylor avait déclaré que son gouvernement était le seul valable et qu'il combattrait « toute tentative d'en installer un autre ». Il avait invité les représentants des autres factions belligères à une discussion sur l'avenir du pays « entre frères ».

Ce revirement dans la position du NPFL était intervenu deux jours après la visite au Liberia de M. Herman Cohen, secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires africaines, qui a rencontré Charles Taylor et le rebelle dissident Prince Johnson. Il survenait aussi au moment où le Nigeria renforçait considérablement son potentiel offensif au sein de l'ECOMOG.

Le Nigeria a ainsi envoyé vendredi six chasseurs à Freetown, base arrière de la force, a-t-on appris hier de sources militaires proches de l'ECOMOG.



Ce ne sont pas les blindés rencontrés au détour d'une dune qui vont couper la soif à ces vaisseaux du désert et déranger l'humeur du jeune chamelier.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

## Premier congrès sur le racisme dans les Amériques

Agence France-Presse  
RIO DE JANEIRO (Brésil)

Le premier congrès continental sur le racisme dans les Amériques et les Caraïbes s'ouvrira aujourd'hui à Rio de Janeiro et se terminera le 29 septembre, a annoncé hier à la presse l'américaine Jeanne Sindab, responsable du Programme de lutte contre le racisme du conseil national des Églises chrétiennes (Conic).

Sur le thème « Un nouveau commencement: Noirs, Indiens, paysans et églises en lutte pour la justice raciale et sociale dans les Amériques et les Caraïbes », près de 150 personnes tenteront de « former une grande coalition internationale pour le combat contre la discrimination raciale », a déclaré Mme Sindab, adjointe du pasteur et député démocrate américain Jesse Jackson.

Des représentants de diverses tribus d'Indiens et de mouvements noirs brésiliens, américains et africains participeront à la rencontre, ainsi que des membres des églises catholique, presbytérienne, méthodiste, épiscopale, luthérienne, anglicane et des religions afro-brésiliennes. Mme Sindab a précisé que le Brésil avait été choisi pour être le siège du congrès « en raison de sa grande diversité raciale ».

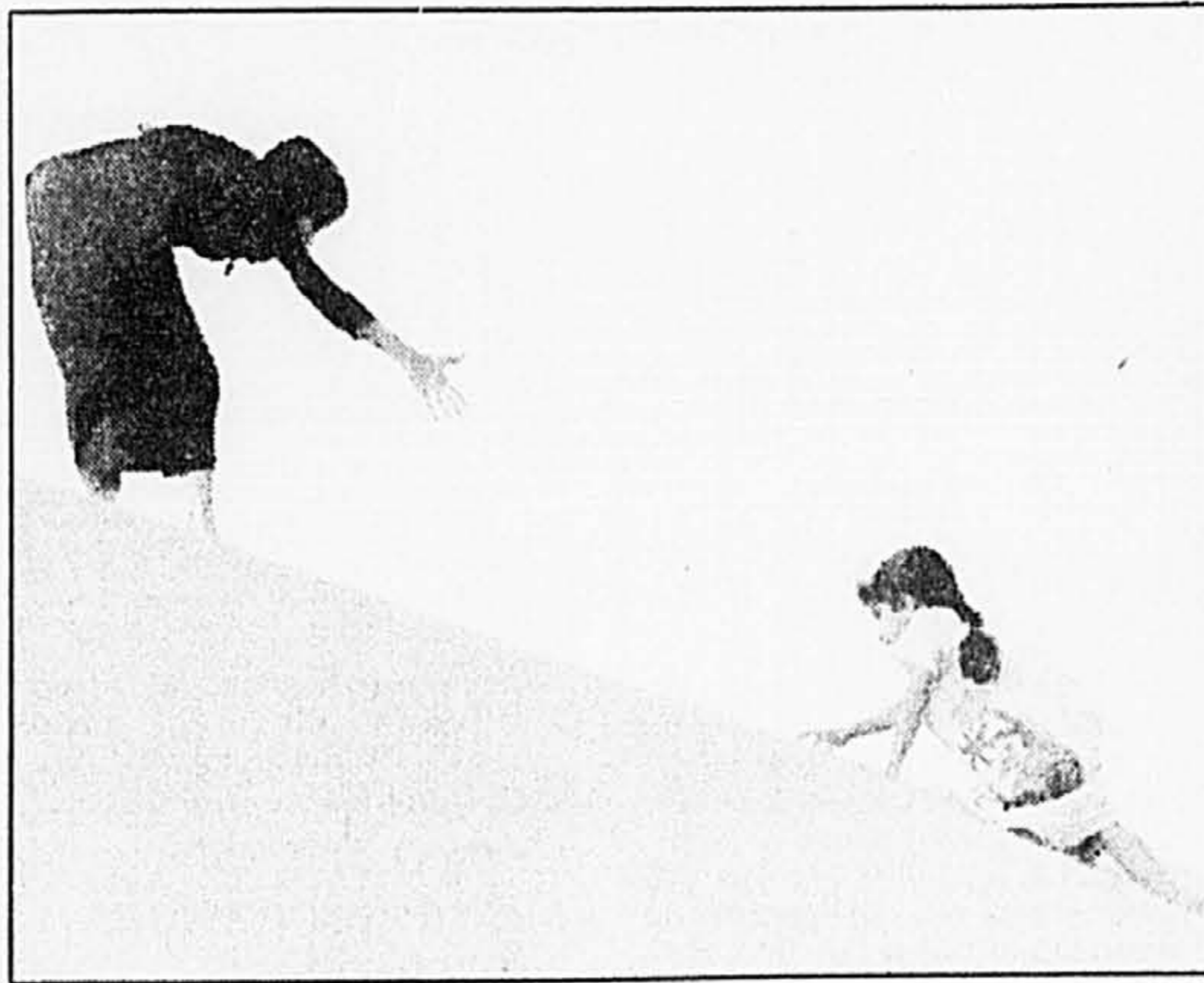
## Annulation des festivités de la fête nationale saoudienne

Agence France-Presse  
RYAD

Le gouvernement saoudien a annulé les festivités qui devaient se dérouler aujourd'hui à l'occasion de la fête nationale, a annoncé l'agence officielle saoudienne SPA.

L'agence précise que cette décision a été prise en signe de « solidarité avec le Koweït frère, victime de l'agression irakienne et dont les souffrances ont affecté non seulement le peuple et le gouvernement koweïtiens, mais aussi ceux des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), des pays arabes et islamiques et de la communauté internationale ».

Le CCG comprend l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, le Bahreïn et Oman. Au début de la crise du Golfe, Qatar et les Émirats Arabes Unis avaient eux aussi annulé les festivités marquant leur fête nationale respective, en signe de solidarité avec le Koweït.



L'innocence reprend toujours le dessus. Fête nationale annulée ou pas, ce genre de péripéties ne semble nullement troubler les jeux de ces deux petites Saoudiennes. La vie continue...

PHOTO ASSOCIATED PRESS

## Benazir accusée d'espionnage électronique

Agence France-Presse  
LAHORE (Pakistan)

Le gouvernement pakistanais a déclaré hier devant un tribunal de Lahore que l'ancien premier ministre Benazir Bhutto avait fait mettre sur table d'écoute les téléphones de personnalités politiques, y compris ses propres ministres et des députés de l'opposition.

L'avocat du gouvernement Aziz Munshi a accusé Mme Bhutto de violation des droits civiques fondamentaux, dans un communiqué écrit présenté à la Haute Cour chargée de statuer sur la dissolution du Parlement et le limogement de Mme Bhutto le mois dernier.

Selon M. Munshi, les services secrets pakistanais ont notamment « illégalement mis sur écoute » l'ancien premier ministre par interim Ghulam Mustafa Iqbal, Ejaz ul-Haq, fils de l'ancien homme fort du Pakistan Mohammed Zia ul-Haq, et même Khawaja Tariq Rahim, ex-ministre chargé du Parlement dans le gouvernement de Mme Bhutto et demandeur dans le procès actuel.

Selon M. Munshi, l'actuel gouvernement a été informé que 90 téléphones ont été mis sur écoute par les services secrets à Islamabad et à Rawalpindi. Mme Bhutto a rejeté ces accusations devant le barreau de la Haute Cour de Lahore la semaine dernière.



Tadeusz Mazowiecki, lors d'un meeting de Solidarité

## Mazowiecki réfléchit

Agence France-Presse  
VARSOVIE

Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre polonais, fera connaître sa position sur son éventuelle candidature à la présidence « dans les meilleurs délais », après une réunion de la Diète dans une semaine, a annoncé hier soir le mouvement Action Démocratique (ROAD), dans un communiqué lu à la radio.

M. Mazowiecki a déclaré qu'il ferait connaître sa décision « après que la Diète (chambre basse) aura voté les règlements de procédure » de l'élection présidentielle et « en tenant compte de la situation actuelle du pays ». Les députés doivent se réunir de jeudi à samedi prochains. Le premier

ministre a fait cette déclaration à une délégation du ROAD et du Forum de la droite démocratique — deux groupes qui soutiennent sa candidature — qu'il a reçue hier à Varsovie.

Mazowiecki est le plus sérieux concurrent de Lech Walsia, qui a annoncé au début de la semaine sa candidature à la succession du général Wojciech Jaruzelski. La Diète a adopté vendredi soir, à une très large majorité, le principe d'une élection présidentielle en décembre « au plus tard ». D'autre part, le ROAD et le Forum de la droite démocratique (FDP) « se félicitent du fait que l'élection présidentielle ait lieu cette année et estiment que les élections parlementaires devraient avoir lieu en avril au plus tard ».

## Les USA accueillent 6000 chrétiens d'URSS

Agence France-Presse  
NEW YORK

Une opération de transport par avion d'URSS aux États-Unis de quelque 6000 chrétiens soviétiques a été lancée par le département d'État et une organisation humanitaire américaine privée, a rapporté le New York Times.

Les 300 premiers réfugiés, victimes d'une mesure américaine de restriction des visas d'immigration appliquée l'année dernière, sont arrivés jeudi à Chicago. Un deuxième charter doit quitter Moscou mardi, selon le journal qui cite des sources de l'administration.

Dans un communiqué, le département d'État a indiqué qu'il s'attendait que les quelque 5700 chrétiens soviétiques restants en Union Soviétique et autorisés à émigrer aux États-Unis y arrivent avant le mois de janvier pro-

chain. Le département d'État a également remercié les responsables du ministère soviétique des Affaires étrangères pour « leurs extraordinaires efforts en vue d'aider à résoudre le sort de ce groupe de réfugiés ».

Pour sa part, le sénateur républicain du Colorado William Armstrong, parrain d'une loi votée en avril dernier autorisant leur arrivée sur le sol américain, a adressé ses propres remerciements au département d'État dans un communiqué « pour avoir réagi rapidement aux souffrances des chrétiens soviétiques qui ont attendu de pouvoir venir aux États-Unis ».

Ces chrétiens soviétiques, des baptistes et des pentecotistes, avaient été pris de court l'année dernière quand le gouvernement américain, submergé de demandes de visas de réfugiés soviétiques, a décidé de n'accepter que

les demandes faites à l'ambassade des États-Unis à Moscou, et non plus celles de réfugiés ayant quitté l'URSS puis déposé leur demande à Vienne ou à Rome.

Environ 9000 autres chrétiens soviétiques avaient émigré aux États-Unis l'année dernière en obtenant un visa à Vienne ou à Rome. Les 6000 chrétiens s'apprêtaient à quitter l'Union Soviétique quand le gouvernement américain a modifié sa politique d'immigration.

Le sénateur Armstrong a rapporté que ces candidats à l'émigration vivent aujourd'hui dans des conditions précaires puisqu'ils avaient quitté emploi et logement dans l'espoir d'émigrer via Vienne ou Rome. Le transport de ces réfugiés est dirigé par la société humanitaire World Relief dépendant de l'organisation Association of Evangelicals.

La Presse	Automobile	Mode	Consommation	Design et Art de vivre
VOUS OFFRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
CETTE	«La Hyundai Scoupe: quand l'élégance s'allie l'économie»	«L'effet smoking»	«Histoire d'une invention»	«L'aménagement thérapeutique»
SEMAINE				(Ce que le desing peut faire pour les hôpitaux)
	Un texte de Denis Duquet	Un texte de D'Anne Richer	Un texte de Danielle Bonneau	Un texte de Raymond Bernatchez

## Éditorial

## Du fin fond du Vermont, l'âme slave rugit

Un des plus grands romanciers russes vit actuellement à Cavendish, dans le Vermont. De son exil, Alexandre Soljénitsyne a envoyé à Moscou un article esquissant sa conception de l'avenir de la Russie. C'est une vision que Gogol, Dostoïevsky et Tolstoï n'auraient pas reniée.



Deversant sa haine du communisme et son mépris de la *perestroïka*, Soljénitsyne préconise un retour à la sainte Russie qui engloberait aussi l'Ukraine et la Biélorussie mais qui laisserait les 12 autres républiques soviétiques à la dérive. Pour lui, les non-slaves sont une charge dont il faut se débarrasser.

Il a peut-être raison de se moquer du patriotisme soviétique dont on faisait encore grand cas à Moscou il n'y a pas si longtemps mais qui n'existait guère dans les cœurs des gens sauf des fervents du parti. Ce retour aux rêves des slavophiles du siècle dernier fait sourire et on a du mal à croire que l'écrivain puisse faire beaucoup d'adeptes. Mais on pourrait se tromper car le discours politique en Union soviétique continue à se faire remarquer par son manque de réalisme.

Alors que l'économie est en perte de vitesse en attendant les mesures qui la transformeront en une économie de marché, le président Mikhaïl Gorbatchev propose la tenue d'un référen-

dum sur la propriété privée. Il semble souffrir du fait que, contrairement à ses rivaux, il n'a jamais remporté une élection populaire libre. Une victoire référendaire comblerait peut-être cette lacune.

Par ailleurs, la reconnaissance de la propriété privée est contraire aux fondements les plus sacrés de l'État soviétique. Il serait normal que les citoyens puissent se prononcer sur ce revirement. Mais il n'est absolument pas nécessaire de trancher cette question avant d'entreprendre les réformes qui permettront aux Soviétiques de se mettre à travailler de façon plus productive.

Le plan élaboré par l'économiste Stanislav Chataline et qui doit transformer radicalement l'économie soviétique en 500 jours doit entrer en vigueur dans une semaine. Tant qu'il y aura des doutes quant au statut de la propriété privée, le plan ne pourra être suivi énergiquement et la crise deviendra plus aiguë. M. Gorbatchev aurait sans doute pu trouver un meilleur moyen de se montrer si respectueux de principes politiques.

Mais le plan de M. Chataline manque aussi de réalisme. Dès les premières phases, des entreprises seront transformées en sociétés par action et vendues au public. On peut toutefois se demander quelle est la valeur boursière d'une entreprise si le prix de ce qu'elle produit est fixé par décret et non par le marché. Or, 400 jours après le début des réformes, les prix de

beaucoup de produits, dont le pétrole, le gaz, l'acier, le pain, la viande, le lait, le sucre, les médicaments et les livres scolaires, continueront à être contrôlés strictement.

Cependant, il n'aurait servi à rien d'inverser l'ordre et de libérer les prix avant de privatiser car on ne peut pas parler de prix libres quand la plus grande partie de la production est contrôlée par une poignée de ministères à Moscou.

Il semblerait alors que toute réforme est impossible. Mais c'est le cas seulement si l'on pense que c'est l'État qui doit réformer l'économie selon un schéma bien défini. Les experts-soviétiques n'ont pas encore compris que le point de départ de l'économie n'est pas l'État mais le consommateur. Quand le consommateur exprime ses besoins, les producteurs s'organisent pour les combler à un prix qui est mutuellement profitable à moins qu'on les en empêche.

Cette notion a toujours été étrangère à la pensée soviétique et, même maintenant, les articles et les discours sur la *perestroïka* font penser à ces soirées interminables où les personnages de Gogol ou de Dostoïevsky refont la Russie et préparent son avenir radieux en se reposant après une journée oisive.

Se pourrait-il que, malgré tout, le romantisme de Soljénitsyne soit pris au sérieux à Moscou?

Frédéric WAGNIÈRE

## La boîte aux lettres

## Les leçons des élections ontariennes

L'auteur est avocat et professeur de droit à l'Université McGill.

JULIUS H. GREY

Quelles sont, pour le Québec, les leçons à tirer de la victoire de Bob Rae et du NPD aux élections ontariennes? Elles sont nombreuses et toutes très importantes.

La première, c'est la fausseté du mythe voulant que le Canada ait rejeté ou rejeté le Québec. Bien que David Peterson ait été le grand allié du premier ministre Bourassa, c'est malgré tout le NPD qui a toujours représenté le courant le plus pro-français en Ontario. Le bilinguisme faisait partie du programme du NPD avant son admission partielle dans les programmes des partis traditionnels. Ceci n'est pas la seule preuve de la bonne volonté du NPD; le parti représente aussi depuis longtemps le nord de l'Ontario, une région substantiellement francophone. Il est donc normal que le bilinguisme soit bien ancré au sein du parti.

Il y a d'autres signes démontrant que le rejet du Québec n'est qu'un mythe idéologique. Les mouvements d'extrême droite antifrancophones restent tout-à-fait marginaux. À Sault Ste-Marie, ville qui est devenue le symbole de l'intransigeance du Canada anglais, la droite a certes recueilli beaucoup de votes mais en bout de ligne, le député NPD qui s'était opposé à la politique unilingue de sa ville et à son maire a été réélu.

Le nouveau premier ministre Bob Rae est un homme parfaitement bilingue, dont l'attitude envers le Québec et la francophonie a toujours été non seulement d'une grande ouverture, mais aussi d'une amitié évidente.

M. Rae était un adhérent de l'Accord du Lac Meech, aussi convaincu que M. Peterson.

Bien sûr M. Rae, comme la majorité des Ontariens et probablement la majorité des Québécois, demeure un fédéraliste convaincu. Bien sûr, comme tous les penseurs sérieux tant en Ontario qu'au Québec, il croit dans les droits des minorités, ce qui comprend les minorités du Québec, et surtout dans les droits fondamentaux qu'il est particulièrement dangereux de brimer.

Le deuxième constat qui s'impose est l'impossibilité de voir s'allier l'Ontario et le Québec contre le reste du pays, solution qu'envisagent souvent les nationalistes québécois. Le nationalisme québécois est devenu un mouvement conservateur. L'histoire d'autres pays démontre d'ailleurs nettement que le nationalisme a tendance à glisser vers la droite. Cela s'est aussi produit chez nous. M. Rae est un ami du Québec mais il ne partagera jamais le point de vue économique de M. Bourassa. Si la Colombie-Britannique et la Saskatchewan votent comme l'Ontario, il faudra y voir une alliance entre les provinces gouvernées par le NPD pour faire pression sur Ottawa contre le libre échange, la TPS et les coupures dans les services sociaux et ne pas croire qu'il s'agit d'un lobby ant québécois. Mais M. Bourassa restera quand même isolé dans sa politique économique dépassée des années 80.

La troisième leçon qu'il faut tirer, c'est la preuve accablante de l'erreur que commet le mouvement syndical au Québec en s'alliant à la droite nationaliste québécoise qui désire limiter l'influence du reste du pays chez nous.

La quatrième leçon est peut-être la plus subtile. Il y a du changement dans l'air. Bien sûr le NPD ne remportera pas toutes les élections, mais il est évident que les électeurs sont désormais fatigués des «vérités» qu'ils acceptaient patiemment depuis des décennies. Ils sont fatigués de suivre les dictées de l'«establishment» politique ou journalistique. En Ontario, cela s'est traduit par la victoire du NPD. Au Québec, les vertus sacrées qui risquent d'être abandonnées sont sûrement de nature nationaliste — les mythes de l'hostilité du Canada anglais, de l'autosuffisance québécoise, de l'homogénéité du Québec.

Dans l'avenir, le Québec restera vigoureusement français, comme il se doit, mais il ne conservera pas le nationalisme traditionnel. Le vide politique est évident. On a besoin d'un mouvement d'ouverture d'esprit, de collaboration avec le reste du Canada et de tolérance. Comme en Ontario, les voix qui n'ont pas été entendues ou écoutées devraient l'être. Les légendes que les nationalistes répètent depuis vingt ans et qui ont perdu la vraisemblance qu'elles avaient jadis — que les minorités au Québec sont unilingues anglaises, qu'elles représentent un danger et que le français est constamment menacé — devront être écartées une fois pour toutes. Une nouvelle révolution tranquille fera du nationalisme ce que la première a fait du cléricisme.

La victoire de Bob Rae nous permet de constater que le rythme de changement est devenu étourdissant et que l'électorat est fatigué des clichés. On peut maintenant espérer que les promoteurs des clichés nationalistes se retrouveront bientôt aussi dépassés que les supporters de M. Peterson.

connaître l'exaspération justifiée du groupe social et national le plus pauvre et le plus méprisé de tous.

## L'enjeu central des revendications autochtones

Tout cela nous rappelle avec force que la structure inégalitaire des sociétés québécoise et canadienne se fonde aussi sur d'anciennes et persistantes discriminations raciales et nationales. Les revendications autochtones, qu'elles portent sur la reconnaissance des droits territoriaux et nationaux, le libre usage et la revalorisation des langues, autochtones ou encore des indémnités équitables pour les dégâts écologiques causés au territoire d'origine, ont ouvert partout dans les Amériques un nouvel espace politique où s'articulent lutte de libération nationale, lutte écologique et lutte de classes.

Dans ce contexte, il est très important que les forces progressistes du Québec se solidarisent avec le mouvement autochtone. D'une part, parce que l'avenir du Québec ne pourra être redéfini sans, et encore moins contre les autochtones. D'autre part, parce que la qualité des rapports sociaux au Québec, comme ailleurs sur ce continent, repose sur notre capacité d'établir avec les peuples autochtones des relations égalitaires de solidarité et d'amitié.

En somme, il n'y aura pas vraiment de «Québec libre» sans libération des premières nations. Sans libération donc de la population blanche elle-même, toujours prisonnière de ses vieilles pratiques d'apartheid.

Pierre VALLIÈRES  
journaliste et écrivain

## L'amnistie pour les Warriors

À l'aube du 500<sup>e</sup> anniversaire du début de la conquête européenne des trois Amériques, l'heure est venue pour les sociétés blanches du continent, dont la nôtre, d'apprendre à dialoguer enfin, sans arrogance ni paternalisme, avec les nations amérindiennes qui étaient chez elles en terre américaine plusieurs siècles avant l'arrivée des Européens.

Il est grand temps, pour le Québec et le Canada entre autres, de poser un geste sérieux et significatif, vraiment susceptible de faire avancer concrètement le lourd et explosif dossier des revendications autochtones.

À mon avis, et quoi qu'en disent les premiers ministres Bourassa et Mulroney, ce geste, qu'attendent les autochtones depuis très longtemps, pourrait être posé aujourd'hui même dans le cadre d'un règlement honorable et civilisé de la crise de Kanesatake et de Kahnawake. Un tel règlement suppose, au départ, les quatre conditions suivantes:

1. Le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces policières et militaires des territoires mohawks et québécois présentement occupés.
2. L'immunité pour toutes les personnes impliquées dans la crise actuelle, qu'elles soient ou non identifiées comme Warriors.
3. L'abandon des poursuites judiciaires déjà intentées, ainsi que de toute stratégie éventuelle de représailles policières, militaires, judiciaires, politiques, sociales ou culturelles contre la population mohawk.
4. La mise en place conjointe par les représentant(e)s des sociétés canadienne, québécoise et autochtone de mé-

canismes crédibles, démocratiques et égalitaires de négociation et de dialogue. Ces conditions constituent seulement un minimum à partir duquel il sera possible aux uns comme aux autres d'espérer un dénouement durable de la crise actuelle. Chose certaine, ce n'est pas en criminalisant l'exaspération des autochtones qu'on résoudra quoi que ce soit. Bien au contraire.

## Le recours à l'armée, un geste impardonnable

Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'intervention de l'armée a été décidée à la suite de toute une série de gestes insensés.

1. D'abord, l'obstination d'une minorité de Blancs à vouloir à tout prix agrandir un terrain de golf sur une partie du territoire ancestral mohawk.
2. Le coup de force manqué des agents de la Sûreté du Québec, le 11 juillet dernier.
3. L'assimilation des combattants et combattantes mohawks à une «bande de criminels».
4. Le refus de reconnaître les droits historiques, territoriaux et nationaux des peuples autochtones.
5. La réduction des premières nations du continent au statut de minorités.
6. Le refus de voir dans la radicalisation rapide du militantisme autochtone le développement d'une crise politique d'importance majeure, non seulement au Québec et au Canada mais partout dans les Amériques.
7. Le refus également de re-



Guy Cormier

## LA SEMAINE

## EN DIAGONALE

## Charbonneau disciple de Rockefeller?

Yvon Charbonneau a donné son nom à une commission gouvernementale chargée d'examiner la question des déchets dangereux et de formuler des recommandations pour la protection de l'environnement. La création de la commission avait été inspirée par l'étendue du désastre de Saint-Basile en août 1988 (incendie d'un entrepôt de BPC). Le rapport de l'enquête est prêt. Il sera probablement diffusé au début d'octobre.



Yvon Charbonneau

L'association entre Yvon Charbonneau et la lutte pour la protection de l'environnement est, à première vue, paradoxale. Comme syndicaliste très combatif, Charbonneau s'était fait la réputation d'une sorte de Robespierre sous le premier gouvernement Bourassa. Il était à l'époque, un contestataire de premier ordre.

Il serait exagéré de dire que Charbonneau est devenu avec les années un disciple de Rockefeller. Il existe néanmoins des convergences étonnantes. Il y a 20 ans, l'un des tout premiers à appeler à la défense de l'environnement n'est nul autre que John D. Rockefeller III, dans un livre dont le titre était tout un programme: THE SECOND AMERICAN REVOLUTION.

Après avoir fait la révolution «rouge», Charbonneau est-il engagé dans la révolution «verte»? Cette mutation n'enlèverait rien, de toute façon, à la personnalité d'un citoyen de commerce fort agréable.

## Dans la presse étrangère

Un «columnist» que j'ai personnellement rarement l'occasion de lire, Ellen Goodman du *Washington Post*, estime que la voix officielle aux États-Unis passe vite sur de graves incompatibilités entre l'idéal démocratique américain et le style des Saoudiens. On sait que les États-Unis et leurs alliés sont partis défendre l'humanité contre la barbarie de Saddam Hussein, soupçonné de vouloir attaquer l'Arabie saoudite, après avoir avalé le Koweït.

Ellen Goodman pense que le contact entre Américains et Saoudiens a révélé des incompatibilités qui ne sont pas purement «culturelles». Le personnel féminin de l'armée américaine a fait scandale là-bas, parce qu'il se fait voir en... manches courtes. Cachez ce poignet que je ne saurais voir... La femme ne vote pas. L'homme non plus, d'ailleurs.

«Notre allié est une monarchie sans constitution, sans presse libre, sans élections libres», note à regret E.G.

Si Madame Goodman lit le français, elle trouvera de l'intérêt à cette déclaration d'un ancien ministre dans le gouvernement Chirac, telle qu'elle a été rapportée par le *Figaro Magazine*: «On ne va pas là-bas pour des raisons morales ou pour défendre les droits de l'homme, mais pour protéger nos intérêts et éviter qu'une puissance dominante, l'Irak, ne détruise Israël. Il faut dire la vérité aux Français.» Voilà qui a le mérite de la clarté.

## Tuez-vous les uns les autres

Sans prendre ouvertement la défense de Saddam Hussein, le potentat de Bagdad qui donne tant de soucis à M. Bush et à d'autres, certains analystes atténuent ses responsabilités. Le boucher de Bagdad, observent-ils, qui faisait déjà bouillie avant de soumettre le Koweït à sa loi de fer, a curieusement bénéficié longtemps de l'indulgence coupable des nations qui l'accablent aujourd'hui.

Cette vue n'est pas inexacte. Mais il faut savoir aussi que, pendant dix ans, l'Irak était l'ennemi Numéro un des États-Unis et de bien d'autres nations et que cet ennemi était combattu par nul

autre que l'Irakien Hussein. Nul n'a oublié le nom de Khomeiny, l'épisode des otages américains (en 1979).

Pendant la guerre Iran-Irak, personne n'a vraiment pensé que Hussein était bon. Mais il était utile. Bref, l'Occident a fait comme les policiers qui laissent les bandits s'entre-tuer, en se disant que c'est une bonne chose de faite, à peu de frais. Ce n'est pas un bon calcul.

## Un conseil de Harry Truman

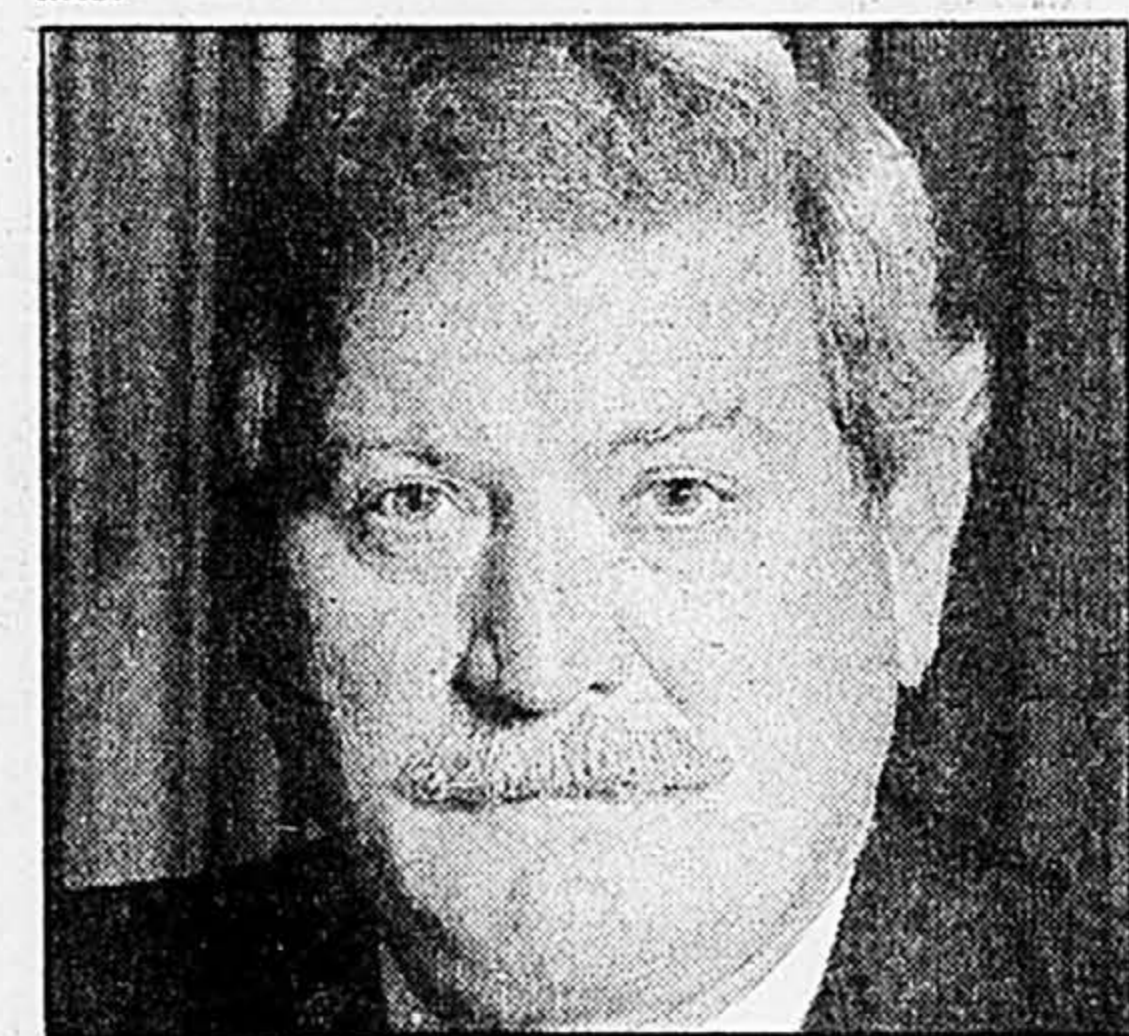
La crise d'Oka a eu très peu d'impact sur l'opinion publique en Europe. En revanche, la résolution du 13 septembre émanant du Parlement européen a suscité ici un certain émoi. Elle est sévère, profondément injuste, ajouteront certains, pour Ottawa et Québec.

Les élites canadiennes ne se sont jamais beaucoup gênées, il me semble, pour taxer les Américains d'inculture et l'Europe de colonialisme, 30 ans après la décolonisation.

«If you can't stand the heat, don't stay in the kitchen», disait Harry Truman, ancien président des États-Unis. Le Canada est reconnu comme puissance internationale depuis 1931. Si nous souhaitons persister dans ce rôle, nous devons apprendre à perdre quelques dents et parfois la moitié de la face.

## La retraite à 65 ans

En juillet 1989, il y a donc plus d'un an, on attendait la décision de la Cour suprême sur le caractère obligatoire de la retraite à 65 ans. Sauf erreur, c'est Bismarck, au siècle dernier, qui avait d'abord fixé l'âge de retraite à 65 ans.



Antonio Lamer

Le juge en chef de la Cour suprême, M. Antonio Lamer, a fait une allusion plutôt sibylline à ce dossier la semaine dernière.

Il existe une façon de lutter contre le chômage des jeunes: renvoyer dans leur foyer toutes les femmes qui travaillent. Cette forme de discrimination paraîtrait infiniment plus détestable que d'autres formes de discrimination. N'est-ce pas?

## Anglicisation

À bon droit, *La Presse* a accordé une grande importance au compte rendu d'un correspondant à Washington qui analyse les conclusions d'un chercheur américain sur l'évolution linguistique de Montréal.

D'après ce chercheur, le chemin de l'anglicisation passe par l'élite des milieux d'affaires (francophones) et par l'administration de la Ville de Montréal.

Le lac Meech a démontré que nous ne contrôlons pas notre destin et Oka, que nous n'avons pas une emprise parfaite sur notre territoire. Dans ces conditions, il n'est peut-être pas étonnant que Montréal montre plus d'entrain à construire des Jardins chinois, pendant que la Chine est au ban des nations, qu'à fêter ses propres origines (en 1992).

## Un chien vaut bien un enfant

Le quotidien le *Globe and Mail* est le seul à rapporter la nouvelle suivante. Au Manitoba, un juge a créé un précédent en ordonnant à un cultivateur de payer des dommages à deux propriétaires de chiens pour le chagrin et la douleur éprouvés par les propriétaires des animaux, après que ceux-ci eurent été abattus pour cause de vagabondage sur les terres de l'agriculteur. Les propriétaires, Larry Weinstein et Shelly Vaudreuil (?) ont reçu 1 000\$ chacun pour la douleur morale subie à l'occasion de la tragédie.

«Ce jugement, a dit l'avocat des plaignants, Israël Ludwig, démontre qu'aux yeux de la cour un animal favori est comme un enfant... perdre une bête amie est comme perdre un enfant.» Pareils propos découragent le commentaire.

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 23 SEPTEMBRE 1990

## La personnalité de la semaine

**Après avoir travaillé 23 ans en usine, elle laisse tomber Imperial Tobacco pour consacrer le reste de sa vie au bénévolat**



THÉRÈSE LONGPRÉ

*«Le bénévolat, pour tout dire, j'avais ça dans le sang. En somme, une vocation... Que j'ai d'ailleurs comprise et acceptée très tôt dans ma vie.»*

CONRAD BERNIER

«**M**oi, la personnalité de la semaine de *La Presse*? Vous rigolez? Et même si, finalement, je méritais pareil honneur, personne ne m'a consultée... Minute!»

Justement, madame, on ne consulte jamais pour le choix de la Personnalité de la semaine. On évalue une action, une initiative, une oeuvre, parfois même une carrière, ou une vie, et on décide objectivement, unilatéralement. Et puis quoi? 50 années de bénévolat, ne pensez-vous pas, madame, que cela mérite une exceptionnelle mention d'honneur?

«Ouf! Le bénévolat, pour tout dire, j'avais ça dans le sang. En somme, une vocation. Absolument. Que j'ai d'ailleurs comprise et acceptée très tôt dans ma vie. Est-ce que j'aurais pu m'y soustraire? A la vérité, je ne le crois pas. Mes parents étaient de modestes paysans, des gens doués, équilibrés, responsables, qui ont essayé d'inculquer très tôt à chacun de leurs 11 enfants le sens des responsabilités. Chacun de nous s'est vu, de plus, accorder très tôt une liberté de mouvement et d'initiatives qui, sans aucun doute, nous a marqués profondément.

Puis, autant l'avouer tout de suite: le bénévolat, vous savez,

c'est, finalement, tout autant recevoir que donner. Moi, en tout cas, j'ai beaucoup donné, certes, mais j'ai reçu au centuple. C'est l'exacte vérité. En bref, j'y ai trouvé mon compte, et je recommencerais... s'il était seulement possible de recommencer.»

Née à Saint-Damien de Brandon, dans le comté de Berthier, Thérèse Longpré devient une Montréalaise à l'âge de trois ans. À l'école primaire, elle se révèle tout de suite une élève surdouée. Pas une surdouée paresseuse ou médiocre. Non! Bien que consciente de ses dons, elle ne se complait pas plus dans les attitudes narcissiques que dans les habitudes piégées de la facilité. D'instinct, elle aime étudier, travailler, distancer, vérifier ses possibilités. Aussi les résultats sont-ils époustouflants. Malheureusement, c'était l'époque où, surtout dans les grosses familles ouvrières, on préférait faire instruire les garçons plutôt que les filles.

Et Thérèse Longpré, par la force des choses, devient une travailleuse en usine. Son premier employeur: Imperial Tobacco. Les semaines de travail sont longues, dures, épuisantes, et les salaires sont minables: 17 \$ par semaine, au début, pour une opératrice de machine à emballer les cigarettes. La syndicalisation s'impose pour changer radicalement toutes les conditions de travail. Thérèse Longpré s'implique. Dans toute

on dans son entourage, c'est toujours comme cela depuis toujours: jamais de demi-mesures, l'engagement n'est jamais fracassant, provocant, mégalo-mane, superficiel. Un modèle de force calme, rassurante, apaisante.

Dès son entrée en usine chez Imperial Tobacco, Thérèse Longpré s'intéresse aux organismes populaires, s'implique dans des essais de bénévolat, suit des cours d'animation sociale, des cours de Bible, des cours de technicienne en assistance sociale. Parce qu'elle n'a pas pu poursuivre ses études, elle lit énormément, devient peu à peu «une sorte d'autodidacte passionnée et insatiable».

Après 23 ans en usine, elle abandonne Imperial Tobacco, de bons salaires, la sécurité, pour les Services familiaux du quartier Saint-Henri, une initiative des Soeurs de l'Assomption. «J'y allais par goût et par vocation», avoue-t-elle. Le salaire est ridicule, mais l'aventure est grande. Thérèse Longpré devient omniprésente dans les associations de parents, les services familiaux, les comités de citoyens, en bref, dans tous les organismes du quartier voués à la défense des plus démunis des citoyens.

Non seulement elle ne se défile jamais, mais elle se révèle continuellement solidaire, sereine, efficace. Pour les familles en détresse, les mères démunies, les jeunes mal aimés et les couples en besoin, elle est, certes, la conseillère éminemment quali-

fiée, mais elle est d'abord l'amie sur laquelle on peut toujours compter, à laquelle on peut toujours en redemander. En fait, elle s'est toujours, et délibérément, présentée comme une amie avant d'offrir ses conseils et ses services.

Après 50 ans de générosité continue, cette femme de 70 ans, qui a aussi fait partie de l'équipe de fondation de la Maison du Père, est maintenant retraitée ou presque... Ce qui signifie qu'elle est toujours membre de plusieurs conseils d'administration d'organismes de défense et de promotions de citoyens défavorisés.

Aujourd'hui, elle avoue n'avoir ni le goût des anecdotes, des confidences, des mémoires. Elle dit plus simplement: «On n'a pas idée de tout ce qui s'est fait dans ce quartier depuis des décennies pour en finir avec les misères de toutes sortes. Une générosité carrément immensurable et impliquant beaucoup de gens de très grande qualité! Ceux qui ont travaillé là ont dû d'abord croire aux gens, les écouter, comprendre leur rythme, vivre avec eux. Les théoriciens filandrieux et démagogues y auraient lamentablement échoué... Quant au bénévolat, il est essentiel, irremplaçable, surtout dans nos sociétés où une majorité de citoyens n'ont ni les possibilités ni le temps de communiquer. Il serait toutefois souhaitable que le bénévolat ne soit pas l'affaire exclusive, ou presque exclusive, des femmes...»

*Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.*



Air Canada



# RENCONTRES AVEC DES GENS REMARQUABLES

Demain,  
à leur émission  
respective,  
Gaston L'Heureux  
et Michel Desautels  
s'entretiennent  
avec la  
personnalité  
de la semaine.



**L'Heure G.**  
Du lundi au vendredi  
**23h05**



**Ici comme  
ailleurs**  
Du lundi au vendredi  
**9h30**  
À CBF 690

T Ê T E S D ' A F F I C H E

Germain Tardif



Le département de langue et littérature françaises de l'Université McGill présente, mardi et mercredi, un colloque sur le comédien et auteur **Claude Meunier**, le Dong de «Ding et Dong». On se penchera sur tous les aspects de ce phénomène du burlesque. On se demandera, entre autres, «comment comprendre l'acte de création chez Claude Meunier, à la lumière des nouvelles théories sur l'intelligence». Il sera aussi question d'humour dans la publicité et l'on entendra des témoignages de ceux qui ont eu l'occasion de côtoyer le comédien. Le colloque a été subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et par McGill. Il se tiendra au pavillon Peterson, 3460, rue McTavish, salle 116. L'entrée est libre.

re invitée, au cours du deuxième congrès annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, qui se tiendra samedi et dimanche prochains au Grand Hôtel, 777, rue Université. Au brunch de clôture participeront, entre autres, **Lorraine Pagé**, présidente de la CEQ, **Monique Simard**, vice-présidente de la CSN, et **Danielle Debbas**, présidente de FRAPPE. Pour renseignements: 733-4098.

**Michel Julien**, de Gaz Métropolitain, a été élu président de la section de Montréal de l'Association internationale des professionnels de la communication, pour l'exercice 1990-91. Le nouveau conseil d'administration se compose des personnes suivantes: **Marc K. Parson** (vice-président à la direction), **Lise Saint-Arnaud** (vice-présidente, développement professionnel), **Peter A. Baker** (vice-président, finances), **Marcel Auclair** (vice-président, marketing), **Lynn Hannough** (vice-présidente, services aux membres), **France Bonneau** (vice-présidente, communications) et **John Olsthoorn** (secrétaire).

**France Thériault** membre du Conseil d'administration de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec et directrice du Centre d'action bénévole de l'Erable, à Plessisville, a participé au 11e Congrès mondial de l'Association internationale du volontariat qui s'est récemment tenu à Paris. Elle y a livré une communication intitulée «La personne bénévole: maître d'oeuvre et partenaire». Le congrès regroupait 400 participants provenant de 70 pays. La FCABQ groupe 82 centres d'action bénévole au Québec.

**Pierrette Malépart** a récemment remis un chèque de 5000\$ à la Fondation québécoise du cancer. Ce montant constitue le profit réalisé par la vente du livre de son mari intitulé *Les combats de Jean-Claude Malépart*. On peut se procurer ce livre au Centre d'information et de dépannage Sainte-Marie, 2766, rue Rouen, du lundi au vendredi, entre 10h et 17h. Tél.: 526-4908.

**Claire Casgrain**, consultante en relations avec les investisseurs du Cabinet de relations publiques National, a été élue présidente du Cercle finance et placement du Québec pour l'exercice 1990-91. Elle succède à **Alex Radmanovich**, qui est maintenant président ex-officio. Le cercle est un regroupement d'analystes financiers, de gestionnaires de portefeuille, banquiers et autres professionnels oeuvrant dans le domaine de la finance. La nouvelle présidente a obtenu son baccalauréat en commerce à l'Université McGill, en 1982.

**Roland Robichaud**, vice-président, réseau et affaires bancaires commerciales pour Montréal et l'Ouest du Québec, à la Banque Nationale, a été élu président du Comité du Québec de l'Association des banquiers canadiens. **M. Guy Bisallon**, premier vice-président, direction générale du Québec, à la Banque de Nouvelle-Ecosse, a, pour sa part, été élu vice-président de l'ABC.

**Claude A Garcia**, vice-président des opérations canadiennes de la Standard Life, est le président de la soirée casino des Grands Ballets canadiens qui se tiendra le 4 octobre, à 19h30, au Palais de la civilisation. Le billet d'entrée, au coût de 75\$, donne droit à 25 000\$ de jetons. L'un

des grands prix à gagner est un voyage Montréal-Nice pour deux personnes sur les ailes d'Air Canada. Pour réserver les billets, composer le 849-8681.

Le **Dr Assad Kokaite**, président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sera le conférencier lors d'un déjeuner-causerie qui aura lieu jeudi, à l'Hôtel Méridien dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du tourisme. Il parlera des interactions du transport aérien et du tourisme.

**Marc Yvan Côté**, ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, et **Perrin Beatty**, ministre de la Santé et du Bien-être du Canada, inaugureront le 23e congrès annuel de l'Association canadienne des hôpitaux pédiatriques qui se tiendra à Montréal, du 2 au 5 octobre. Organisé par l'Hôpital de Montréal pour enfants, ce congrès réunira les praticiens et administrateurs des dix hôpitaux pédiatriques canadiens et autres professionnels du réseau de la santé. Pour inscription communiquer au 934-4400, poste 2760.

Le Groupe d'action pour la prévention du sida dans la communauté haïtienne a bénéficié d'une contribution fédérale de 85 282\$ dans le but de mettre sur pied un projet de prévention, d'éducation sur cette maladie et de soutien des personnes atteintes. Cette subvention est accordée en vertu du programme d'action communautaire sur le sida administré par Santé et Bien-être social Canada.

L'Association nationale des décorés de la Croix de Guerre, T.O.E. et Valeur militaire, dont le siège est aux Invalides, à Paris, invite les titulaires de ces citations à rejoindre la section canadienne de cette société. Ceci peut se faire par téléphone, après 18h, au (514) 766-6715, ou en écrivant à C.P.6, Station Place d'Armes, Montréal, H2Y 3E9. L'Association regroupe aussi des Canadiens qui ont participé aux campagnes de France, lors des derniers conflits.

À JEUDI

**Yocha (Yolande B. Charbonneau)**, artiste-peintre montréalaise, expose ses oeuvres, jusqu'au 26 octobre, à la Galerie d'art BMW, 21, ouest, rue Adélaïde, à Toronto. L'artiste s'est fait connaître par de nombreuses expositions solo au Canada, aux États-Unis et en Europe et ses oeuvres parcourent le monde dans des collections privées. L'exposition de Toronto s'intitule «Fantasia».

L'Association des sociétés de développement des clubs épargne-femmes du Québec tiendra sa troisième assemblée générale annuelle samedi, au Ramada Parc Olympique. Le thème de la journée sera «Femmes d'actions». **Marguerite Blais**, artiste et femme d'affaires, sera la conférencière invitée. L'ASDCEF est un organisme à but non lucratif qui regroupe des femmes de tous les milieux qui s'associent pour former des clubs d'épargne de 12 membres chacun. Pour informations: 257-8152.

**Isabelle Brabant**, de l'Alliance québécoise des sages-femmes praticiennes, sera la conférencière



Noces d'or

Le 22 septembre 1940, **Aurore Karalambides**, d'origine grecque, et **Ernest Chiniara**, d'origine égyptienne, s'épousaient, à Héliopolis, en Egypte. En 1966, le couple est arrivé au Canada où le mari a ouvert la boutique de cadeaux **Medimex**, rue Jean-Talon, pendant que sa femme oeuvrait en éducation. Leur 50e anniversaire de mariage a fait l'objet d'un fête, il y a une semaine, au Centennial Hall de Beaconsfield, en présence de leurs quatre enfants (**Sylvie, Gisèle, Monique et Hugnette**), de leurs huit petits-enfants, de leurs parents et de leurs amis. La photo a été prise lors de leur mariage.



Nouvelle chaire à McGill

**Lowenstein** (à gauche), pdg de la Corporation canadienne de financement, a doté la faculté de médecine de l'Université McGill d'une chaire d'hématologie-oncologie dédiée à la mémoire de son père, le **Dr Louis Lowenstein**, décédé en 1968; ce médecin de réputation internationale fut hématologue en chef à l'Hôpital Royal Victoria et professeur de médecine à McGill. Le titulaire de la chaire est le **Dr Bernard A. Cooper** (à droite), lui aussi professeur et directeur de la division d'hématologie-oncologie du Royal Vic, qui a été étudiant puis collègue du Dr Lowenstein.

Des prix aux archivistes

L'Association des archivistes du Québec a remis ses prix annuels, lors de son 19e congrès qui s'est tenu à Hull. De gauche à droite, **Louis Garon**, des Archives nationales du Québec, dans la Vieille Capitale, reçu le Prix Jacques-Ducharme, décerné à une personne qui a contribué au développement de l'archivistique québécoise. **Normand Robert et Hélène Lafortune**, de la Société de recherche Archiv-Histo, ont obtenu le Prix du jury. **Christiane Huot-Hamelin**, directrice du Service des archives de l'UQAM, a reçu le Prix institutionnel. À sa droite, on voit **Jacques Durocher**, secrétaire-général de l'UQAM, et **Claude Minotto**, président du jury des prix annuels de l'AAQ.



30 ans

Le magazine **Châteline** a récemment célébré ses 30 ans, lors d'un cocktail qui a eu lieu à l'Hôtel Ritz-Carlton et de la publication d'un numéro spécial. Parmi les invités qui se trouvaient à la fête, on reconnaît, de gauche à droite, **Michelle Lachance**, rédactrice-en-chef du magazine, **Charlotte Laurier**, actrice, et **Anne Dorval**, comédienne. Nous retrouvons ces deux dernières sur la couverture d'octobre de **Châteline**.



Pour enfants handicapés

La 61e campagne annuelle de financement de la Société pour les enfants handicapés du Québec a récemment pris son envol avec un objectif de 1 300 000\$, le même que l'an dernier. On voit ici, de gauche à droite, en compagnie d'enfants, l'animateur **Marc-André Coallier**, le porte-parole de la Société, **Claude Lessard**, président de Cossette Communication-Marketing et président d'honneur de la campagne 1990, et **Jacques Viau**, président de la SEHQ.

# Sciences et techniques

La Presse

## L'eau des égouts comme fertilisant agricole

Après l'Ontario, l'Alberta et l'Europe, le Québec s'ouvre au recyclage des boues



CAROLE THIBAUDEAU

■ Quelque dix producteurs agricoles de la région de Victoriaville fertilisent maintenant leurs terres avec les boues de la station d'épuration municipale de Victoriaville. Des fermiers de Beauharnois commencent timidement à les imiter.

C'est parti: le Québec se met à l'heure de la fertilisation par l'égout, comme récemment l'Ontario et l'Alberta, et les trois provinces sont en retard de 10 ans sur la France et quelques autres pays d'Europe.

Un petit groupe d'experts en valorisation des boues, dont les firmes Expertises agricoles Socog (consultants en technologie des sols), Proserco (spécialistes en traitement des boues) et le ministère de l'Environnement du Québec, s'ingénieront en effet à répandre l'usage des boues d'épuration pour enrichir les terres.

Ils ont fait part de leur expérience au colloque sur la valorisation des boues d'épuration municipales, tenu à Hull mardi et mercredi. Plusieurs autres résultats de recherche y ont été dévoilés, notamment ceux d'Angus Mackenzie, agronome au Collège Macdonald de l'Université McGill.

«Les boues d'épuration ont la même valeur fertilisante que l'engrais chimique, soutient le chercheur. Pour la culture du foin, par exemple, nous avons obtenu 30 p. cent de plus de matière sèche qu'avec la production sans aucun fertilisant. Ce rendement se compare avec celui du fumier ou des engrais chimiques.»

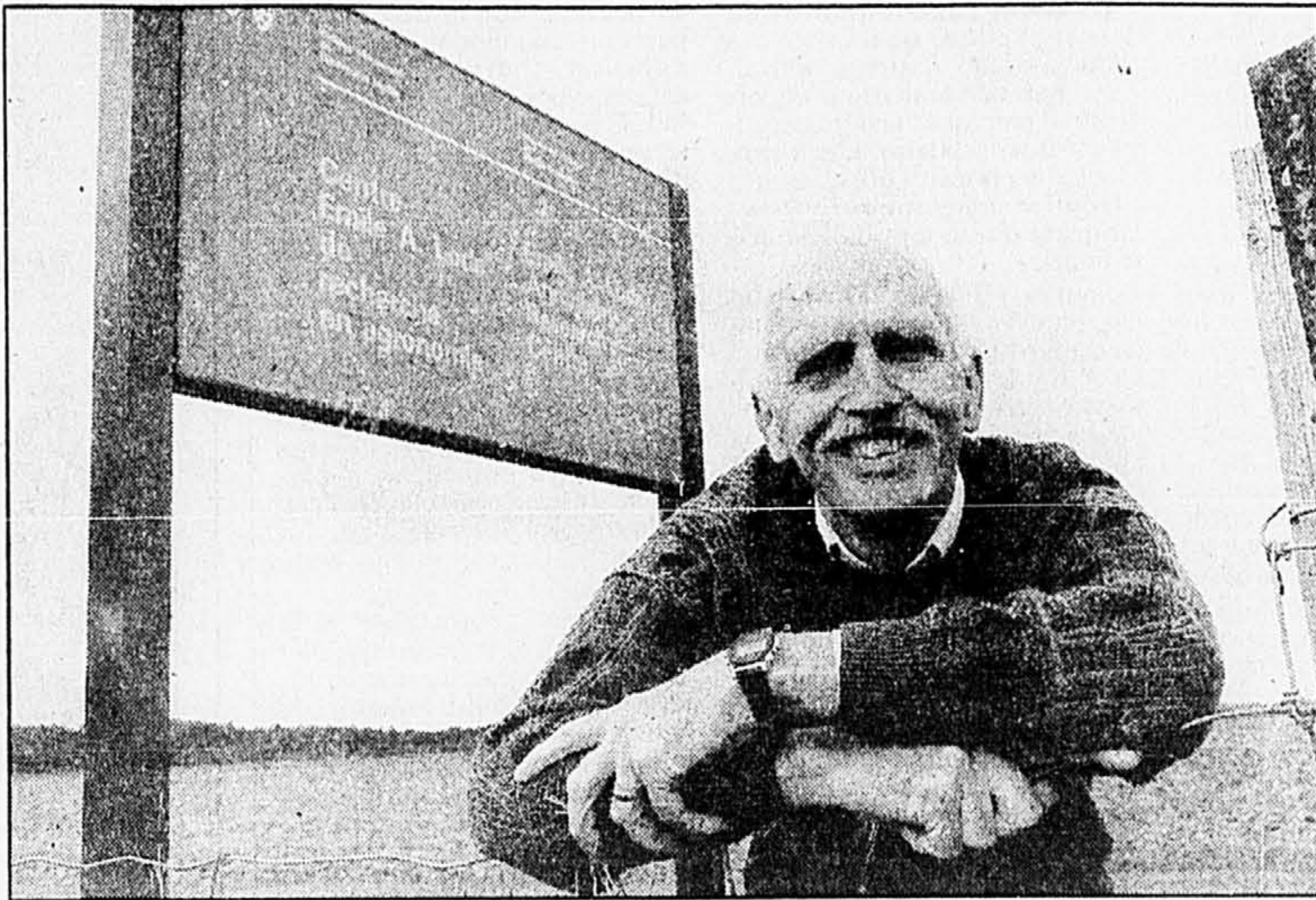
M. Mackenzie estime qu'il n'est que sage de rendre à la terre la matière organique que nous lui en avons soustraite et de maintenir ainsi une bonne qualité de sol en complétant un cycle naturel. «La matière organique contenue dans les boues vient d'abord d'une plante qui a pris dans la terre, avant que la chaîne alimentaire ne la conduise aux animaux et aux humains, explique l'agronome. Nous complétons mieux le cycle écologique en la retournant à la terre qu'en la jetant dans les cours d'eau.»

Le programme d'assainissement des eaux du ministère de l'Environnement incite fortement les municipalités à traiter les eaux usées avant de les rejeter dans les cours d'eau. Elles cherchent donc à disposer au mieux des boues résiduelles. À toutes fins pratiques, l'épandage agricole est moins onéreux que l'enfouissement ou l'incinération, même s'il comporte l'inconvénient d'avoir à faire des analyses chimiques.

Il arrive chaque jour à la station d'épuration de Victoriaville 80 mètres cubes de matière liquide, qui autrefois se retrouvait dans les cours d'eau. On soustrait de ce liquide quatre tonnes de matière sèche. La boue est traitée pendant 30 jours dans divers bassins de décantation, de sédimentation, de digestion, et finalement de déshydratation.

Dans les champs du Collège Macdonald à Sainte-Anne de Bellevue, le docteur Mackenzie a semé du foin et du maïs-grain deux années consécutives. Le maïs-grain sert à fabriquer les moulées pour animaux, les huiles de maïs, le sirop de maïs, etc.

Il a épandu sur une partie des cultures de la boue provenant des stations d'épuration de Sainte-Agathe et de Gatineau. Les boues de stations municipales sont riches en matières organiques et en azote. Elles produisent donc une plante contenant plus de protéines et d'hydrates de carbone, importants atouts pour la croissance des animaux. De plus, les boues ont un effet résiduel plus important que l'engrais chimique, c'est-à-dire qu'elles agissent à plus long terme. «Nous avons procédé à trois coupes de foin cet été, explique M. Mackenzie.



L'agronome Angus Mackenzie: «Rendre à la terre ce que nous lui en avons soustré.»

«À la première coupe, la production a été légèrement supérieure avec l'engrais chimique. Pour les deuxièmes et troisièmes coupes, les boues d'égouts se révélaient plus efficaces que les engrais chimiques. Ceci s'explique du fait que l'azote contenu dans les boues se trouve sous forme organique et sous forme minérale, alors qu'il n'est que minéral dans les engrais chimiques.»

Enfin, ajoutons au mérite des boues d'épuration qu'en retenant l'humidité, elles protègent le sol contre l'érosion. Par ailleurs, elles augmentent le pouvoir-tacide du sol, ce qui diminue l'impact des pluies acides.

### Teneur en métaux toxiques

Les boues utilisées pour l'épandage proviennent de municipalités à faible activité industrielle, ce qui fait que les eaux d'égouts ne contiennent que des déchets domestiques. Ces boues ont une faible teneur en métaux toxiques comparées à celles des villes industrielles.

«Avant d'utiliser une boue, nous mesurons sa teneur en métaux toxiques et en BPCs, affirme M. François Darvaut, spécialiste en technologie des sols chez Socog. Nous avons des normes à respecter, selon le Guide de bonne pratique pour la valorisation agricole des boues de stations d'épuration, émis par le ministère de l'Environnement du Québec. Nous mesurons la teneur en cadmium, en plomb, en cuivre, en mercure, en manganèse, en molybdène, en zinc et aussi en BPCs.»

«La norme recommandée pour le manganèse, par exemple, est de 800 milligrammes par kilogramme de matière sèche. Le guide de l'utilisation des boues fournit également une norme obligatoire de 1500 milligrammes, à ne pas dépasser.»

Comme pour le lisier de porc, il ne faut pas épandre les boues trop près des cours d'eau (60 mètres), des puits et des chemins publics.

### Cocktail nutritif: boues et engrais

Ce sont les additions de boues et d'engrais qui font les meilleurs cocktails. On sait que les végétaux puisent dans le sol principalement de l'azote, du phosphore et du potassium. Comme c'est l'azote qui est le plus abondant dans les boues, on calcule la quantité à épandre d'après la teneur du sol en azote.

D'après les teneurs en phosphore et en potassium de la boue et du sol, on décide d'ajouter des engrais riches en phosphore ou en potassium.

Plus le terrain est pauvre, plus cet apport sera profitable. «Certains producteurs ont obtenu ainsi deux fois plus de fourrage que l'année précédente, année sans traitement de la terre», rapporte M. Michel Joly, technicien en assainissement de l'eau chez Proserco.

Trois fois, au cours de la saison, les experts mesurent les mêmes paramètres (métaux lourds et BPCs) dans les plantes nourries de boues. Les taux d'éléments toxiques ne sont pas plus élevés que pour les productions ordinaires.

Les producteurs de la région de Victoriaville ont fait des applications ce printemps, sur des cultures de foin, de maïs-grain et sur des pâturages.

«La majorité des fermiers veulent bien utiliser les boues municipales, affirme M. Darvaut. C'est un fertilisant qui ne leur coûte rien, hormis le transport, alors si c'est efficace... ils veulent bien contribuer à protéger l'environnement.»

Il reste cependant à vérifier le rendement, ce que l'équipe de M. Darvaut ne pourra pas faire avant la fin de septembre. «Nous tentons de démontrer que la fertilisation par les boues est meilleure que la gestion traditionnelle des sols», explique le technicien en agriculture.

### 30 p. cent des boues

L'offre dépasse grandement la demande en matière de boues fertilisantes. Ces dernières font compétition au fumier des producteurs et c'est pourquoi certains fermiers refusent l'offre de boue qui leur est faite.

D'après M. Martin Harvey, de la firme Urgel Delisle et Ass., on devrait pouvoir écouler sur les terres environ 30 p. cent des boues des stations d'épuration du Québec. La firme Urgel Delisle a chapeauté différentes recherches en matière de valorisation agricole de boues, dont celle du chercheur Angus Mackenzie.

D'autres recherches ont été faites sur l'épandage de boues dans les pépinières et dans les plantations de peupliers destinés aux pâtes et papiers.

## David Janzen vit avec le syndrome de Tourette

CHRISTINE DIEMERT  
de la Canadian Press  
LA CRETE, Alberta

■ David Janzen s'assoit, un coude sur la table de cuisine. Pendait un court laps de temps, il semble se recueillir pour mieux raconter son histoire.

Soudainement, sa tête dodeline rapidement d'un côté et de l'autre. Un poing surgit, frappant dans le vide. Le deuxième bras fouette spasmodiquement l'air. Son corps soubresaute dans tous les sens, comme manipulé par un marionnettiste sadique.

Le corps filiforme de Janzen ne cesse presque jamais de tressauter, induit en de bizarres mouvements par le syndrome de Tourette. De temps à autre, il se met à gronder, à renifler et à cligner des yeux.

Il raconte qu'il avait accepté un jour d'être interviewé par la télévision. Ce fut la première fois, également, qu'il put juger de l'absurdité de ses mouvements, comme en étaient depuis longtemps témoins ceux qui l'entouraient.

«Je me regardais et je me disais: "Tu as l'air si stupide, pourquoi n'arrête-tu pas?" Mais il est impossible d'arrêter.»

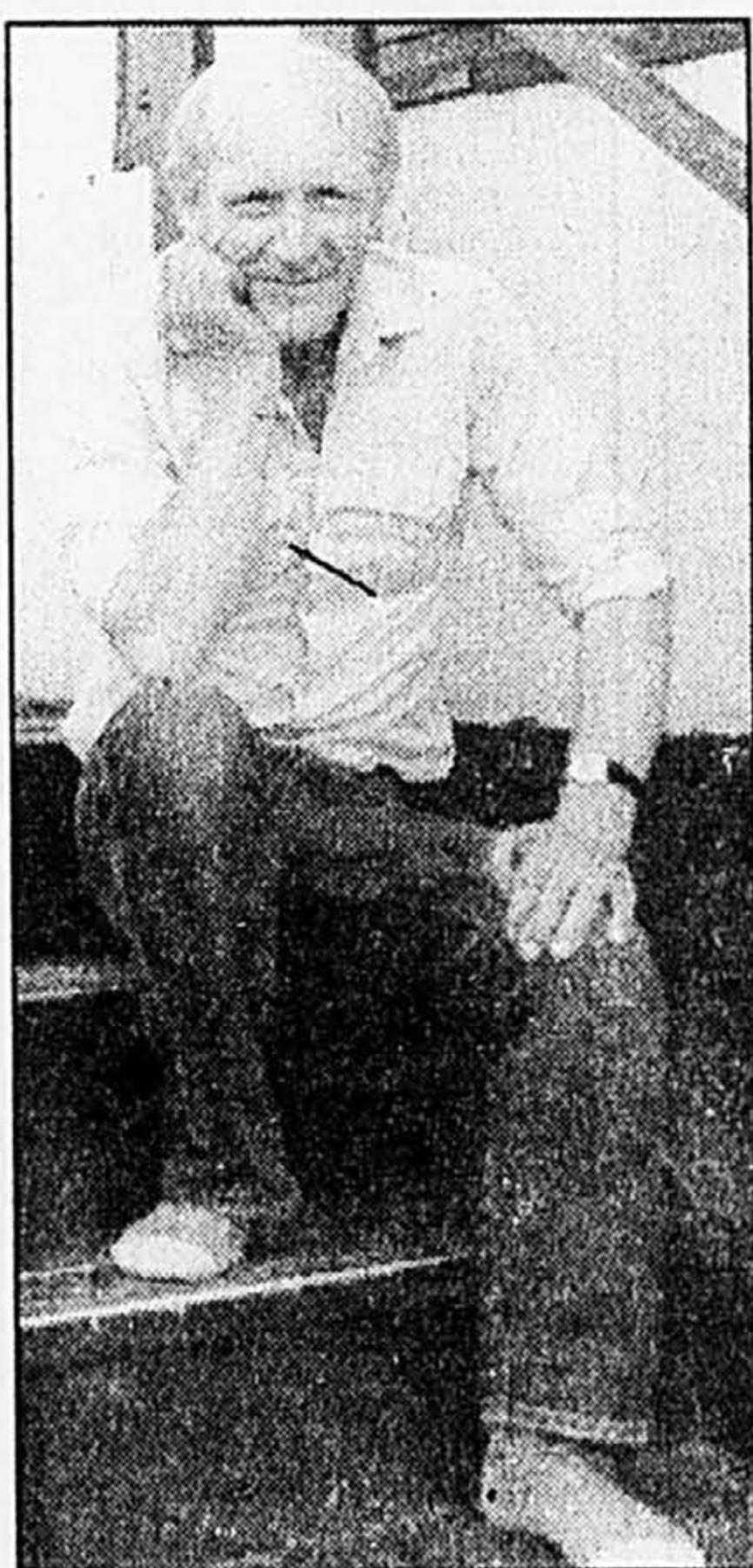
À chaque spasme, des miettes de tabac tombent sur la table; il est à se rouler une cigarette. Il balaye patiemment les résidus dans une main en coupe et les replace dans sa blague à tabac.

### Mal bizarre

Le syndrome de Tourette, aussi appelé tout simplement mal de Tourette, varie selon les individus. Dans certains cas bénins, la victime ne fait que cligner des yeux de temps à autre ou trop souvent que nécessaire.

Chez d'autres, les symptômes de ce désordre cérébral inexplicable sont très graves et se présentent sous divers aspects, tout au long de la vie.

Janzen, 44 ans, est maintenant habitué à donner des interviews et à être filmé. Son objectif: faire savoir à ceux qui souffrent du même mal qu'ils ne sont pas seuls.



David Janzen, affecté du syndrome de Tourette: on l'a même pris pour un drogué...

Trop peu de gens savent en effet ce qu'est cette maladie. Et beaucoup d'autres refusent tout simplement d'en parler.

«Tout le monde est embarrassé. Je le suis également», dit Janzen.

«Nous devons toutefois faire face à notre mal. Il est plus facile de l'accepter si on le comprend et le connaît mieux. Je crois même que les télediffuseurs devraient tourner des commerciaux à ce sujet.»

Au début de son adolescence, Janzen fut frappé de tics vocaux — des sautes d'humeur incontrôlables qui l'incitaient à multiplier les insultes et blasphèmes — manifestation la plus connue de la maladie.

Il était incapable de mettre fin à ces séances de vociférations et ne pouvait les expliquer. Il ne discutait jamais de ses problèmes, même avec les membres de sa famille souffrant du même syndrome.

De foi memmonite, il croyait que ses gestes incoordonnés étaient l'oeuvre du démon. Il vivait en solitaire.

«C'est comme si vous étiez possédé. C'est ce que j'ai cru à maintes occasions. Combien de fois je me suis réfugié dans la solitude, ne pouvant que pleurer.»

Aujourd'hui, il semble détendu, sirotant son café. Il a déposé ses pieds sur une chaise. Ses mouvements spasmodiques distraient facilement son interlocuteur, mais ses yeux bleus demeurent fixes et il n'interrompt jamais la conversation.

«J'ai toujours pensé qu'il me fallait découvrir ce qui était à l'origine de mon mal», relate-t-il, avec un accent révélateur du dialecte germanique qui est utilisé dans la petite communauté qu'il habite dans le nord de l'Alberta.

### Enfin une réponse

La réponse à ses questions survint en 1985, loin de son village de La Crete, à 600 km au nord-ouest d'Edmonton. Après avoir rencontré maints médecins, on le réferra à Rochester, dans l'état de New York, où le Dr Roger Kurlan se spécialisait dans l'étude du syndrome de Tourette. Il a reconnu les symptômes du mal dès que Janzen est arrivé dans sa clinique.

Ce fut un soulagement. Janzen apprit qu'il souffrait d'un mal héréditaire qui frappait des milliers d'autres personnes.

«Pour la première fois, je pouvais en parler ouvertement autour de moi.»

Il commença même à parler du mal de Tourette avec un certain sens de l'humour et était mieux préparé à subir la curiosité et l'incompréhension des étrangers.

«Combien de fois par le passé des gens m'ont suivi dans une salle de bain publique, après m'avoir examiné un certain temps, et m'ont demandé de leur fournir de la drogue», rappelle-t-il, souriant. Aujourd'hui, il réplique à ces personnes qu'il souffre du mal de Tourette.

Au cours des dernières années, Janzen a travaillé comme bûcheron et ouvrier de scierie. Durant les quelque 12 années précédentes, il fut chômeur, refusant les emplois offerts ou était congédié par ses employeurs effrayés de son comportement étrange.

### Sujet d'étude

Janzen est marié depuis 22 ans et a quatre enfants, âgés de 11 à 21 ans. Un de ses fils souffre d'une forme bénigne du mal de Tourette.

Par ailleurs, ce que Janzen considérait comme une malédiction s'est révélé une bénédiction pour les chercheurs comme le Dr Kurlan qui était à la recherche de familles nombreuses où se manifestait la maladie.

Durant trois ans, le Dr Kurlan et ses collègues de l'université Yale ont étudié des échantillons sanguins provenant de douzaines de parents de Janzen, en Alberta et en Saskatchewan. Ils tentaient d'isoler le gène porteur de la maladie et provoquant un déséquilibre chimique dans le cerveau. Jusqu'à maintenant, leur recherche a été vaine.

Ce n'est que depuis dix ans environ qu'on comprend que le mal de Tourette est d'origine génétique. «Le problème de base, c'est que ce mal a été littéralement enterré par les psychiatres durant des années», soutient le Dr Kurlan.

Depuis que Janzen visite la clinique du médecin, il est devenu une véritable célébrité dans le cercle des victimes du mal. Il est apparu dans plusieurs émissions télévisées aux États-Unis, a fait l'objet de maints reportages dans les journaux et d'un article dans le magazine Life.

Des gens du monde entier lui écrivent pour exprimer leurs craintes et réclamer des réponses à leurs angoisses. Beaucoup veulent des conseils sur l'art de vivre avec cette maladie.

«Je m'intéresse avant tout à ce qu'on connaisse mieux ce syndrome. Plus on expliquera ce mal, mieux les victimes s'en porteront. Beaucoup de gens qui ne savent rien de cette maladie ne savent tout simplement pas qu'ils en sont frappés.»

## Médecine

### McDonald empoisonne-t-il les Soviétiques?



W. GIFFORD-JONES

collaboration spéciale

■ McDonald fait-il revivre la guerre froide avec les Soviétiques? À plusieurs reprises cette année, on a rendu compte avec éclat de l'ouverture d'un restaurant McDonald à Moscou. Les médias occidentaux ont présenté cet événement comme une nouvelle façon d'améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest. Et tous les jours, des milliers de Moscovites font la queue pour pouvoir engouffrer un «Big Mac». Mais la guerre froide a-t-elle vraiment pris fin? On peut en effet penser que McDonald empoisonne graduellement les Soviétiques.

En avril dernier, Phil Sokolov, un industriel d'Omaha et président du *National Heart Savers Association*, a dépensé des centaines de milliers de dollars pour faire publier une annonce pleine page dans les grands journaux américains. Dans cette annonce, M. Sokolov accusait McDonald et les autres chaînes de prêt-à-manger d'empoisonner les Américains en les gavant d'aliments contenant de grandes quantités de gras saturés.

L'an dernier, M. Sokolov avait mené une autre campagne contre l'utilisation d'huiles «tropicales» telles que l'huile de coprah et l'huile de palme dans les biscuits, les gâteaux, les céréales, les craquelins, les «fausses» crèmes à café et autres aliments préparés industriellement. Ces huiles tropicales contiennent des gras saturés qui contribuent à hausser le niveau de cholestérol dans le sang.

Pour sa part, la *National Restaurant Association* estime qu'environ 50 millions d'Américains vont dans les restaurants de prêt-à-manger chaque jour. À ce rythme, qu'est-ce que les «Big Macs» infligent à ces gens et aux Soviétiques?

Mais je doute qu'un Soviétique sur mille se soucie des gras saturés au moment où il fait la queue pour pouvoir avaler un «Big Mac». Cependant, les diététiciens indiquent que seulement 30 p. cent de notre apport en calories devraient provenir de cette source. Une étude récente publiée dans le prestigieux *New England Journal of Medicine* rapporte qu'entre 40 et 50 p. cent des calories ingérées par les clients des chaînes de prêt-à-manger proviennent du gras. En outre, une majeure partie de ce gras est hautement saturée, ce qui a pour effet de hausser le niveau de cholestérol dans le sang.

Dans la *Berkeley Wellness Letter* publiée par l'Université de Californie, on indique que les «Big Macs» ne sont pas les seuls à blâmer pour l'apport de gras. Les auteurs précisent que le poulet et le poisson sont panés et souvent frits dans le gras, quand ce n'est pas dans le suif de boeuf.

Nous devrions mettre les Soviétiques en garde contre un autre danger du mode de vie américain. Les burgers au fromage et au bacon contiennent pas moins de 1300 à 1900 milligrammes de sel. Ajoutez à cela des frites salées et vous obtenez facilement en un repas votre apport quotidien en sel. Or, des quantités excessives de sel pourraient contribuer à l'hypertension.

Il serait également charitable d'avertir les Soviétiques, et plus particulièrement ceux qui souffrent de constipation, que l'on ne trouve pas tout dans les «Big Macs». En effet, à moins que nous ne fréquentiez le comptoir à salades, les hamburgers ne contribuent en rien à l'apport en fibres.

Et que fait-on des Soviétiques qui ont déjà les os fragiles (ostéoporose) en raison d'une carence en calcium? Ils ne trouveront guère de soulagement chez McDonald s'ils commandent une boisson gazeuse pour accompagner leur «Big Mac». Le lait fouetté est une bonne source de calcium, mais malheureusement, la plupart des chaînes de prêt-à-manger utilisent du lait entier qui contiennent trop de gras saturés.

Phil Sokolov a entrepris sa croisade anti-cholestérol après avoir survécu à une crise cardiaque. Mais les cadres de McDonald ne sont pas près de lui faire parvenir des roses. L'annonce qu'il a fait publier dans les journaux indiquait que les boulettes de hamburger de McDonald contiennent 21,5 p. cent de gras, mais la compagnie a répliqué que le taux de gras se situe plutôt autour de 19,5 p. cent. En fait, il importe peu de savoir qui a vraiment raison puisque la différence entre les deux chiffres n'est pas significative. Ce qui compte, par contre, c'est que le gras contient plus de deux fois plus de calories que tout autre aliment dans une diète. Ingréger en trop grande quantité, le gras mènera les Soviétiques, comme trop d'Américains d'ailleurs, sur la route de l'obésité.

La croisade de Sokolov a-t-elle eu un impact sur les industries du prêt-à-manger? Un article publié récemment dans le *Executive Health* affirme que l'initiative de Sokolov a eu énormément de succès. Au cours d'un entretien avec l'animateur de l'émission télévisée *NBC Today*, M. Sokolov a dit que cinq compagnies allaient bannir l'usage d'huiles tropicales dans leurs aliments préparés industriellement. Il semble que pas une d'entre elles ne voulait figurer sur la liste noire de Sokolov.

Pour sa part, une *Wellness Letter* de l'Université de Californie rapporte de bonnes nouvelles concernant McDonald. On y cite en effet un porte-parole de la compagnie qui annonce que l'on fait des tests de cuisson de frites dans de l'huile végétale, qui est moins saturée. Cependant, le danger subsiste. Si ces huiles sont utilisées pendant trop longtemps et si elles sont trop chauffées, elles deviennent plus saturées et produisent des substances toxiques.

Mais Sokolov n'a-t-il pas gagné une bataille et perdu la guerre? Les gras saturés rendent les aliments croustillants, augmentent leur «durée de vie» et retardent le processus de rancissement. Les produits faits à l'aide de gras non-saturés deviennent défraîchis rapidement. Pour lutter contre ce phénomène, les fabricants ont recours au processus d'hydrogénation: ils transforment ainsi les gras non-saturés en huiles plus saturées. Ces gras non-saturés transformés se nomment acides gras trans et peuvent constituer un danger pour la santé.

Mais doit-on accuser McDonald d'empoisonner les Soviétiques et le reste du monde? Ce serait un verdict trop cruel que de faire de McDonald le bouc-émissaire de notre propre style de vie inapproprié. Ce sont des mauvaises habitudes alimentaires pendant des années qui déclenchent l'obésité et une cohorte de maladies de dégénérescence. Tout comme les Soviétiques, j'aime bien les «Big Mac» et les frites. Mais je n'en mange pas tous les jours. C'est le nombre total de calories quotidiennes, ainsi qu'un régime équilibré, qui compte. Et il faut toujours avoir à l'esprit la règle d'or d'Aristote qui tient en un mot: modération.

# Falaise dénudée... au nom de la qualité de vie



MARIANE FAVREAU

Ceux qui ont passé leur adolescence en ville connaissent le Petit Bois des pères, dans Rosemont. Au fil des ans, il a perdu pas mal de son mystère et de son intérêt, mais il en subsiste des vestiges le long de la rue Dickson, au sud du boulevard Rosemont.

Même que quelques immeubles du nouveau village de condos qui s'est érigé dans le voisinage depuis quelques années, sont justement bordés par une petite colline boisée qui faisait autrefois partie du Bois des pères.

Mais depuis quelques semaines, la Ville a complètement dénudé cette colline (qu'on appelle la falaise dans le milieu), les bédouins mécaniques s'y affairant à niveler et des résidents sont consternés. D'autant plus que les arbres et arbustes sauvages qui y poussaient font actuellement place à un paysage lunaire.

Sont plus particulièrement touchés les propriétaires de deux immeubles évalués à quelque trois millions de dollars chacun, et comprenant 48 condos. Finie l'allure champêtre que donnait à leurs jardins la falaise boisée et broussailleuse.

Ils auront désormais tout le loisir d'observer (et d'être observés) les promeneurs qui emprunteront le chemin (et éventuellement la piste cyclable) que la Ville aménage au bout de leur cour. Sans compter qu'ils devront fermer portes et fenêtres à triple tour pour éviter les visiteurs indésirables qu'une telle voie peut attirer.

Et la consultation dont fait si grand compte l'administration Doré? Vous voulez rire, rétorque Marie-France Rochon qui habite un des immeubles touchés, angle Dickson et Place de Jumonville.

« Nous avons appris après coup qu'il y avait eu une réunion d'information, au cours de l'été, pour expliquer la nature des travaux, dit-elle. Mais curieusement, aucun des propriétaires résidant dans les deux immeubles concernés n'en ont été informés. » Selon Mme Rochon, on a plutôt invité ceux de rues plus éloignées.

Et le conseiller municipal du coin, Réal Charest, lui a répondu, à l'assemblée du conseil, que les travaux sont exécutés pour répondre à une pétition de 400 noms. Demandant quoi?

« Tout ce que nous avons jamais demandé, indique Mme Rochon, c'est que la Ville entreprenne son petit terrain qui donne Place de Jumonville, entre les deux immeubles de condos, et qui était un vrai dépôt. Il a enfin été gazonné l'an dernier.

Il y a aussi des problèmes d'égouttement des eaux dans le secteur mais Mme Rochon ne croit pas que les travaux en cours puissent y remédier en ce qui concerne son immeuble.

Des résidents voisins de la falaise ont donc signé une pétition à la Ville dans laquelle ils se disent en total désaccord avec une piste cyclable qui viendrait aboutir Place de Jumonville, entre les deux immeubles. D'autant plus que cette issue voisine leurs sorties de garage et que la sécurité n'y serait pas assurée. Ils demandent donc de réviser le projet pour éliminer totalement tout accès prévu à cet endroit.

Dans une lettre d'accompagnement, l'administrateur de l'immeuble assure que ces travaux « viennent perturber de façon draconienne notre qualité de vie et amènera dans notre secteur, déjà densément peuplé, une population extérieure dont nous n'avons nullement besoin » et qui peut entraîner des problèmes de bruit et de vandalisme.

### DRAINER ET AMÉNAGER

■ C'est la division de l'aménagement des parcs qui est responsable des travaux en cours sur la falaise dont la hauteur est d'une quarantaine de pieds. Elle s'étend approximativement de la rue Dickson au boulevard L'Assomption.

L'un des fonctionnaires au dossier explique qu'il existe des problèmes de drainage entraînant une accumulation importante d'eau aux propriétés situées sous la falaise. L'eau provient du plateau (où se trouve l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont) et qui se termine par cette falaise.

Pour y remédier, la division des parcs a donc envisagé un « concept d'aménagement ». Une fois les conduites de drainage posées, un chemin de service aménagé sur le flanc de la pente ira de Place Jumonville (entre les deux immeubles de condos) jusque vers le boulevard L'Assomption.

Il assure cependant que les travaux de drainage ne toucheront pas ce qui reste du Bois des pères et ne se rendront pas jusqu'à la rue Dickson.

Les travaux visent à retravailler la pente, indique le fonctionnaire, à la stabiliser, et à orienter l'égouttement des eaux vers un point de captage dans les égouts de la ville.

La stabilisation du terrain se fera notamment par un « ensemencement hydraulique » : plantation d'arbustes et de petites plantes dont les racines et radicelles retiennent bien la

terre. Quant aux arbres, on est moins sûr d'en replanter à cause de l'angle de la pente.

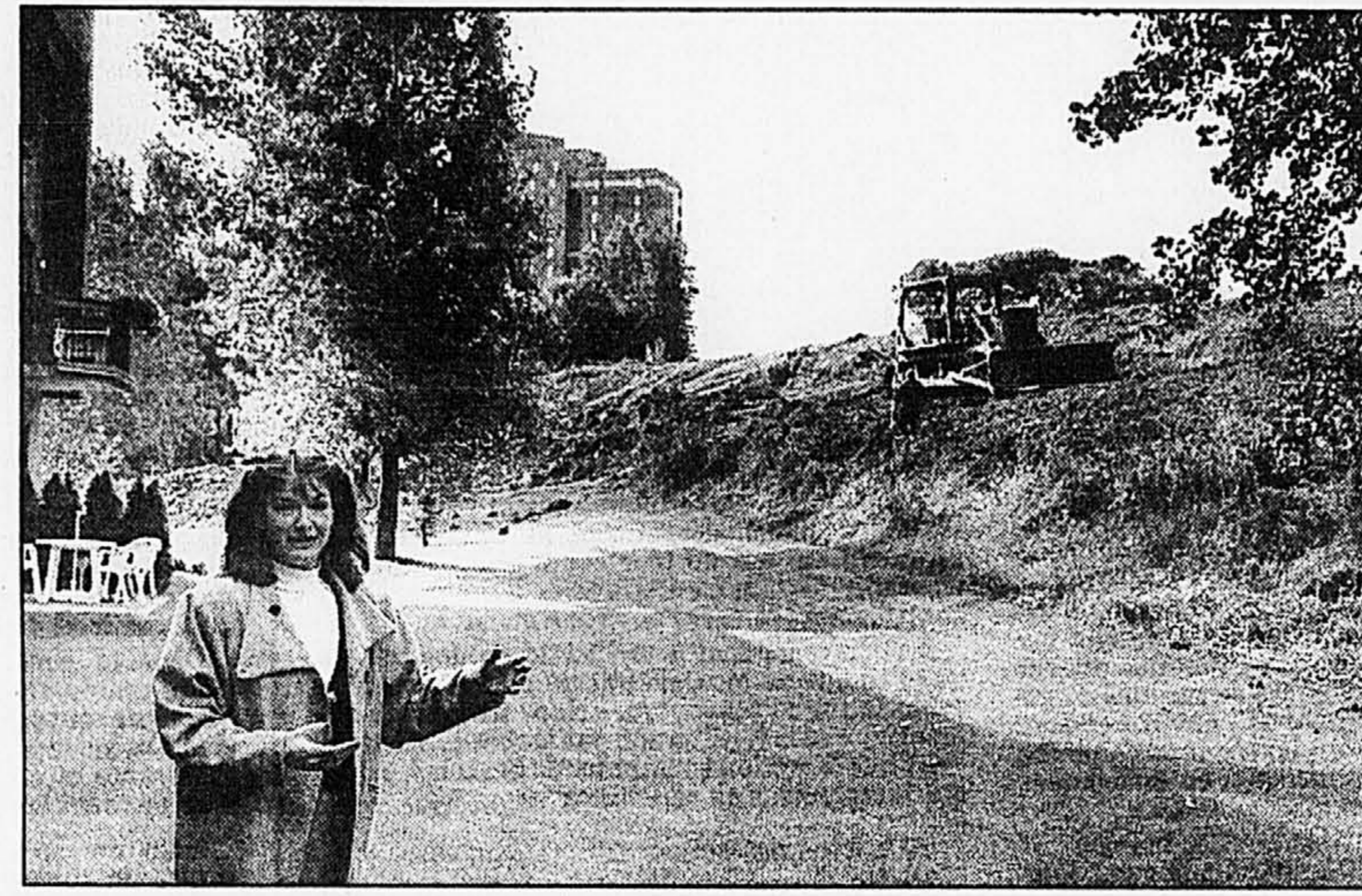
C'est essentiellement après des plaintes de citoyens sur le drainage des eaux et l'instabilité de la pente que la division des parcs a reçu mandat de régler la question, tout en faisant un aménagement paysager de qualité. C'est d'ailleurs un architecte paysager qui en a tracé les plans. Les travaux sont évalués à 350 000 \$.

Le chemin de service d'une largeur de 3,5 mètres permettra aux véhicules des travaux publics de faire leur travail d'entretien sur les égouts et sur la végétation.

Même s'il n'est pas prévu comme piste cyclable, ce chemin ferait éventuellement partie du réseau cyclable de l'est, estime notre interlocuteur. En attendant, il ne serait pas fermé aux promeneurs.

Comment protégera-t-on la tranquillité des riverains? La Ville installera-t-elle une clôture, des haies? S'il y a besoin de mettre des clôtures, ce sera fait, indique le fonctionnaire.

Incidentement, les propriétaires des condos riverains ont appris que la Ville ferait des travaux au bout de leur cour quand l'architecte paysager leur a demandé un droit de passage sur leur propriété « pour un projet d'aménagement et de piste cyclable près de notre bâtisse ». De quoi les faire sursauter.



Mme Marie-France Rochon figure parmi les propriétaires des condos consternés par les travaux que la Ville a entrepris sur la falaise en bordure de leur jardin. Adieu verdure sauvage, la falaise devient un chemin de service pour les travaux publics qu'emprunteront les promeneurs et plus tard les cyclistes. Mais la Ville y replantera des fleurs et arbustes pour stabiliser la pente après y avoir installé un système de drainage.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

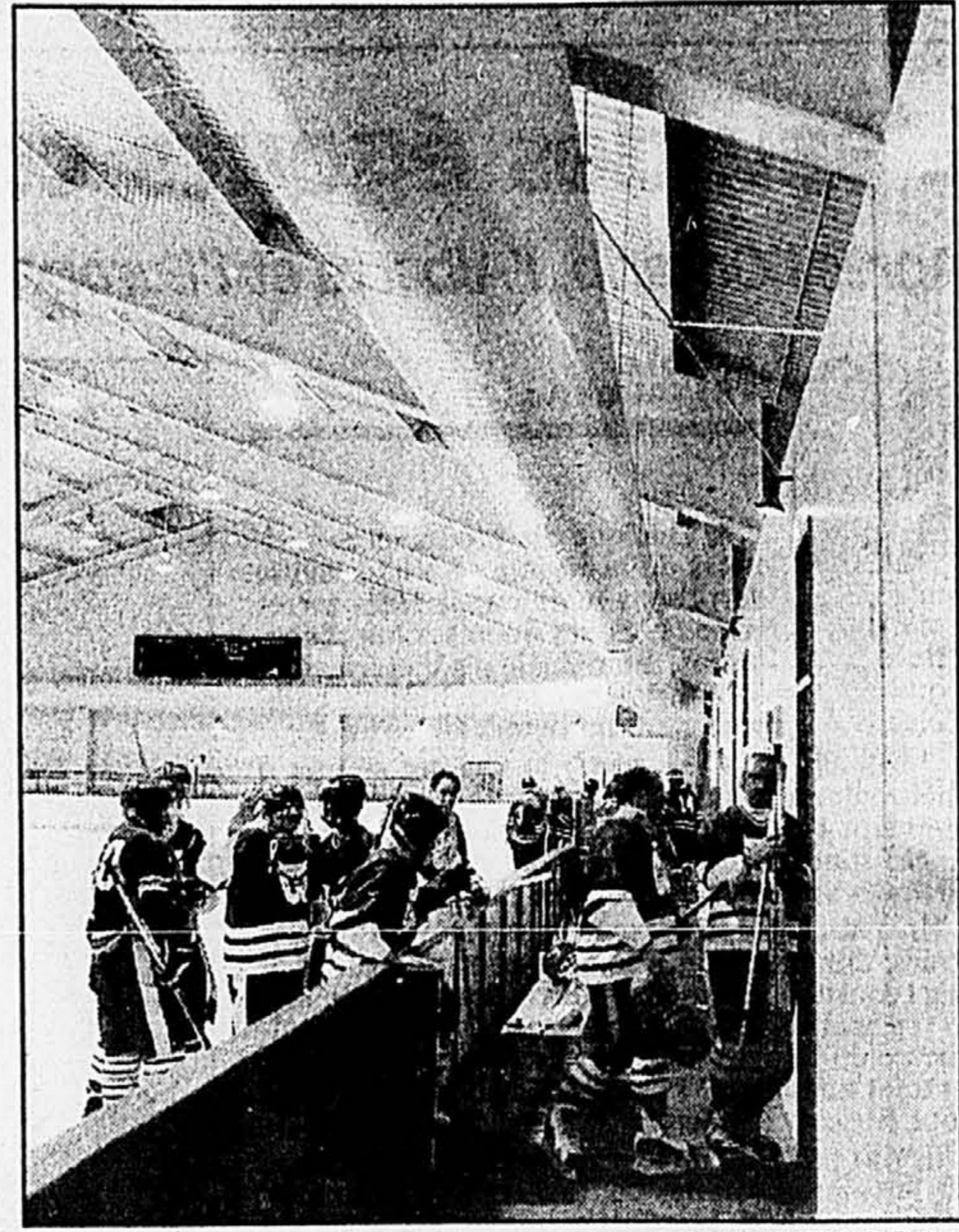


PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Le programme de récupération d'énergie dans les arènes de Laval a permis d'économiser près d'un demi-million.

## Laval honorée pour son programme de récupération d'énergie dans ses arènes



JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Laval a été honorée lors du gala Energia, présenté récemment en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des Ressources et de Gaz Métropolitain, pour avoir mis sur pied un système de récupération de l'énergie dans ses arènes.

Il y a sept ans, le comité exécutif, à la suggestion de l'un de ses membres d'alors, Guy Ricard, a décidé de modifier les systèmes de chauffage, de la fabrication de glace et de la ventilation afin d'en réduire les coûts d'opération, tout en respectant le confort de ses utilisateurs. Au moins cinq arènes ont été touchés par cette décision: Samson, Concorde, Cartier, Lucerne-Dagenais et Pie X.

Le coût total des travaux de modification a été de 863 910 \$. Les économies réalisées depuis ces modifications sont de 444 247 \$.

La principale amélioration énergétique vient de la récupération de la chaleur dégagée par les compresseurs.

Les impacts secondaires sont: meilleur confort des spectateurs; réduction des émissions polluantes dues à la combustion du mazout; et instauration d'une politique d'efficacité énergétique au niveau de la conception des nouveaux arènes.

Le conseiller municipal André Boileau, membre du comité exécutif, a expliqué que Laval, encouragée par cette expérience, a utilisé ces mêmes systèmes lors de la construction des trois nouveaux arènes.

### RECRUTEMENT AU PARTI LAVALLOIS

Dans le but de l'aider à défrayer les coûts nécessaires à la préparation de dossiers afin de représenter les contribuables de Laval, le Parti lavallois — formation opposée à l'administration de l'hôtel de ville — invite ses 17 000 membres à renouveler leur adhésion.

« Dès le lendemain des élections, nous nous sommes concertés pour offrir aux Lavallois une opposition efficace et vigilante. Pour réaliser notre mandat, il nous fallait des outils: un local, un secrétaire et un chercheur », a déclaré le chef de l'opposition, Maurice Clermont. Au conseil municipal, il est secondé par un autre conseiller, Pierre-Yves Pothier.

Pour sa part, la présidente de du PL, Pierrette Roussin, a souligné que même si sa formation a franchi des étapes, pas toujours des plus faciles, elles est toujours vivante.

Une carte de membre du PL coûte 5 \$. Le local de cette formation est situé au 323 ouest, boulevard Saint-Martin, H7M 1Y7.

### OTTAWA A DIT NON

L'Office du tourisme de Laval a essuyé un refus de la part du Service correctionnel du Canada et du gouvernement fédéral relativement au projet de faire passer une nuit derrière les barreaux du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul à des citoyens ordinaires.

Un porte-parole de l'Office, Mario Saint-Pierre, a mentionné que les autorités avaient

donné plusieurs raisons, « mais pas tellement claires », pour expliquer leur décision.

Au cours des deux derniers étés, le public a été invité à visiter cet endroit qui a déjà abrité de célèbres criminels. C'est dans le but de faire vivre une expérience unique en milieu carcéral que l'Office a voulu mettre un programme spécial à l'intention de la population intéressée.

### NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA CSMI

La Commission scolaire des Mille-Îles a depuis peu un nouveau président. Il s'agit d'Omer Boudreau, élu commissaire pour la première fois en mars 1985.

Originaire de la Gaspésie et demeurant maintenant dans le quartier Fabreville à Laval, M. Boudreau a été travailleur social avant de devenir membre du Barreau. Comme avocat, il se spécialise dans les causes touchant la protection de l'enfant.

Dès sa nomination, il a réclamé, comme l'avait fait son prédécesseur Jacques Boulianne, des nouveaux locaux principalement pour ce qui touche le comté de Vimont, à Laval. Il a précisé au député Benoit Fradet qu'il est urgent d'agrandir au moins une autre école. Déjà Québec a donné son accord pour augmenter les places d'élèves aux écoles Curé-Antoine-Labelle, Terre-des-Jeunes et le Sentier.

### NOUVEL EXÉCUTIF DE L'ACSRLL

Réunis en congrès à Sainte-Adèle, plus de 150 commissaires ont choisi le nouveau comité exécutif de l'Association des commissions scolaires de la région Laval-Laurentides-Lanaudière (ACSRLL).

Le poste de président a été confié à Patrick Doherty, de la Commission scolaire des Mannoires; celui de vice-président à Diane Lachaine, de la Commission scolaire du Long-Sault; tandis que les postes de conseillers ont été confiés à Nicole Beaumier, de la Commission scolaire de Sainte-Thérèse, Monique Paquette, de la Commission scolaire des Laurentides, et Mario Prévost, des Mille-Îles.

Les participants à ce congrès ont aussi adopté une résolution visant à réviser les mécanismes de consultation en place dans le monde scolaire, en vertu de la loi 107, afin d'obtenir des amendements éventuels susceptibles de donner une plus grande efficacité à la mécanique de consultation des comités de parents.

Ils ont aussi déploré le manque de quelque 8 000 places élèves à travers leur territoire.

### PIÈCE DE THÉÂTRE POUR SENSIBILISER LES JEUNES AUX MTS

L'équipe d'Action-Sida Laval vient de relever un défi de taille en créant une pièce de théâtre pour sensibiliser les jeunes aux maladies sexuellement transmissibles.

Cet organisme veut ainsi contribuer à réduire les risques d'infection chez la jeune population de Laval. La pièce met en scène six personnes qui vivent tour à tour des situations reliées aux relations garçons et filles, à l'amour, la sexualité, la contraception et le sida.

La première représentation aura lieu le jeudi 27 septembre, à 20 h, à la Maison des arts de Laval, située boulevard de la Concorde.

## Un épineux problème de transport en commun



PIERRE BELLEMARE

La Société de transport de la Rive-Sud de Montréal (STRSM) et les dirigeants des comités intermunicipaux de transport (CIT), desservis par la STRSM, réclament une rencontre avec le ministre des transports, Sam Elkas, pour trouver une solution à l'épineux problème qui se posera à des milliers d'usagers, le 1<sup>er</sup> janvier.

Le mois dernier, la direction de la STRSM, présidée par le maire de Boucherville, Hugues Aubertin, décidait de ne pas renouveler, à la fin de l'année, le contrat des CIT de Chambly-Richelieu-Carignan, de la Vallée du Richelieu, du Richelaim et celui de la ville de Saint-Bruno.

Cette décision de la STRSM, dictée par un souci d'économiser des sommes substantielles, devrait réjouir les CIT concernés et l'administration du maire Marcel Dulude. Parce qu'ils doivent présentement payer 150 \$ l'heure pour profiter du service de la STRSM, alors que des transporteurs privés sont disposés à l'offrir à 73 \$ l'heure.

Mais ceux-ci n'ont pas accès à la voie réservée du pont Champlain, exclusive aux véhicules de la STRSM, et devraient donc faire transiter les usagers au métro de Longueuil ou au parc d'incitation de Brossard pour se rendre au centre-ville.

Une perspective qui ne réjouit ni le maire Dulude, ni les autres maires à la tête des trois CIT, à moins que le ministre des Transports ouvre la voie réservée aux transporteurs privés. Ce serait le bon total, puisque les usagers hors du territoire de la STRSM seraient transportés à meilleur coût et auraient un accès direct au centre-ville.

La STRSM s'y oppose. Elle exige l'exclusivité sur la voie réservée pour, dit-on, des raisons de sécurité. D'où l'intervention du ministre des Transports, réclamée mercredi dernier au terme d'une rencontre entre les principaux intéressés.

Question: que fera la STRSM, le 1<sup>er</sup> janvier, avec ses 90 chauffeurs chargés d'assurer le service aux trois CIT? Serge Champagne, président du syndicat des 600 chauffeurs, devrait surveiller de près le conseil d'administration de la STRSM.

### SOLUTION COVOITURAGE

Le Mouvement écologique du Haut-Richelieu vient de lancer un service gratuit de covoiturage entre cette région et l'agglomération métropolitaine, comme alternative au transport en commun.

En dix jours, explique Christiane Prud'homme, le Mouvement a reçu une quarantaine d'appels de conducteurs ou de passagers intéressés par cette formule. « Il nous faut plus de gens pour réussir à faire le meilleur jumelage possible, surtout en ce qui concerne les heures de travail de chacun », observe-t-elle.

« Il n'existe aucun organisme gouvernemental ou autre pour favoriser le covoiturage », ajoute Mme Prud'homme, en encourageant d'autres villes à suivre l'exemple.

La présente initiative d'un groupe de bénévoles est d'une durée limitée, à moins que les citoyens manifestent un intérêt soutenu pour le covoiturage. Deux précisions: les gens s'entendent eux-mêmes sur les modalités du covoiturage — notamment sur le coût — et le propriétaire du véhicule doit aviser son assureur. Pour bénéficier du service du Mouvement écologique, il suffit de composer le 349-6208.

### POLICE ET PISCINE

■ L'administration du maire

Stephen Olynyk vient de mettre en chantier deux importants projets à Greenfield Park. Le premier projet dotera le parc Jubile de nouvelles piscine et patinoire, là où des parents s'insurgeaient au début de l'été contre l'insalubrité des installations actuelles.

Ce projet de 1,3 million de dollars, prévu pour mars dernier, « a été intentionnellement retardé, pour ne pas priver les enfants durant la saison estivale », explique le directeur général, Sami Iskandar. À l'été 1991, on sera prêt à recevoir les enfants.

Un deuxième projet, évalué à 1,6 million, consiste à construire un nouveau poste de police. Le vieil immeuble, qui a même valu une visite de membres de la commission de police du Québec, il y a deux ans, sera démolé.

Entre-temps, la trentaine de policiers, qui ont dû trouver refuge dans des locaux de fortune, aménagés dans la salle du conseil de ville, ne prendront possession de leur nouveau poste qu'à la fin de l'été 1991. Mauvaises langues, s'abstenir! Cela n'a rien à voir avec la présente campagne électorale à Greenfield Park.

### LE LOISIR EN... GUERRE!

Serge Laramée fulmine. Non pas sous son chapeau de conseiller municipal de Boucherville, où il sollicitera un nouveau mandat à l'élection du 4 novembre, mais sous son chapeau de président du Conseil régional des loisirs de la Rive-Sud.

Malgré de nombreuses démarches, cet été, auprès du ministère de Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, les trois organismes de loisirs de la Montérégie — CRL Rive-Sud, CRL Sud-Ouest et CRL Richelieu-Yamaska — ont été incapables de renverser la décision de savants hauts-fonctionnaires, visant à amputer de 128 000 \$ (15 p. cent) le budget de ces organismes, pour les an-

nées 1990-91 et 1991-92, alors que le MLCP maintient à 3,4 millions son enveloppe allouée à l'ensemble des CRL du Québec.

Ce qui irrite également M. Laramée, c'est que le MLCP souhaite que les organismes de la Montérégie, couvrant une population de 1,2 million de citoyens, se fondent en un seul. « Démontiel, lance-t-il. On représente le cinquième du Québec et on voudrait nous limiter à un seul CRL, alors qu'il existe des CRL pour des populations de 200 000 ailleurs ».

En ce 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation, le CRL Rive-Sud et les deux autres ont ainsi décidé de se retirer de la Conférence des organismes régionaux de loisirs du Québec (CORLO), « qui nous a mis beaucoup plus de bâtons dans les roues qu'elle ne nous a apporté d'appui ».

Les trois CRL ont donc convenu de créer un comité parapluie composé de neuf personnes, afin de négocier « d'égal à égal » avec la direction du MLCP, concernant le CORLO dont le budget sera affaibli d'environ 20 000 \$, en raison du retrait des CRL de la Montérégie.

### PATRIOTE LAFRAMBOISE

On indiquait dans cette chronique, la semaine dernière, que Gérard Laframboise dirigerait une délégation à Paris, du 11 au 23 novembre, dans le cadre du dévoilement de la plaque apposée au 50 Lafayette, en l'honneur du capitaine de l'Armée française Charles Hindenlang, pendu à Montréal en 1839, aux côtés de dix Patriotes.

On invitait aussi les gens, intéressés à faire partie de la délégation de M. Laframboise, à composer le 342-9044, qui est le numéro d'une agence de voyages. Plusieurs l'ont fait, en demandant M. Laframboise. Il faudrait plutôt s'adresser à Marie-Paule, mais non au sympathique patriote Laframboise, pour éviter la trappe du quiproquo.

# L'édifice Aldred



GUY PINARD

L'édifice Aldred n'est pas le plus haut des «gratte-ciel» montréalais. Malgré ses 23 étages, il vient loin dans la liste des édifices en hauteur de Montréal. Et même si son faite culmine à 318 pieds, soit seulement quatre pieds de moins que le siège social de Bell Canada, son contemporain et quasi-jumeau, ce dernier jouit d'un emplacement privilégié, au beau milieu de la côte du Beaver Hall, qui le fait paraître beaucoup plus élevé.

Cela dit, le charme particulier de l'édifice Aldred, son style de construction en forme de «gâteau de noce», voire sa lointaine ressemblance avec le célèbre édifice Empire State, de New York, lui confèrent un attrait qui fascine les observateurs du patrimoine montréalais, malgré son vocabulaire architectural fort dépouillé.

## Les architectes

L'édifice Aldred fut construit par Ernest Isbell Barott, du réputé bureau montréalais Barott et Brockkader. Né le 25 mars 1884 à Canastota, État de New York, Barott fit ses études à l'Université de Syracuse et commença sa carrière au sein du célèbre bureau d'architectes new-yorkais McKim, Meade & White.

Il avait 27 ans lorsqu'il débarqua à Montréal à titre d'employé du Canadien Pacifique afin de collaborer au projet d'agrandissement de la gare Windsor. Après de longs séjours à Vancouver et à Winnipeg, il revint à Montréal au début des années 1920. Parmi ses œuvres montréalaises, on relève notamment l'édifice Canada Cement, le siège social de Bell Canada et l'édifice Aldred. Ces deux derniers édifices furent parmi les premiers à être construits après l'adoption d'une importante modification à la réglementation municipale concernant la hauteur des édifices. La hauteur des immeubles était limitée à 130 pieds depuis 1901, mais la modification de 1927 autorisa les dépassements de ce plafond à la condition de prévoir des retraits progressifs par paliers afin de préserver l'ensoleillement de la rue. L'édifice Aldred répond parfaitement à cette réglementation, car on relève pas moins de six retraits, en comptant le retrait à angle du premier étage par rapport au rez-de-chaussée, en bordure de la place d'Armes.

L'emplacement de l'édifice Aldred fut d'abord occupé par deux immeubles, un édifice de quatre étages qu'occupait l'Institut canadien de Montréal, et l'immeuble de trois étages de la compagnie Jones, Lyman and Co. Ces deux bâtiments furent démolis et respectivement remplacés par l'édifice victorien de la Banque Jacques-Cartier en 1873, et l'édifice Muir en 1867. Ces deux bâtiments furent sacrifiés pour la construction de l'édifice Aldred. Rappelons que cet immeuble côtoie l'édifice en pierre de grès rouge de la New York Life Insurance Co., qui eut l'honneur d'être le tout premier gratte-ciel de Montréal.

Le terrain d'environ 18 000 pieds carrés mesure 100 pieds le long de la place d'Armes, 192 rue Notre-Dame, 104 du côté est, et 204 pieds du côté nord, selon une ligne qui est d'abord perpendiculaire à la place d'Armes, pour ensuite devenir parallèle à la rue Notre-Dame 90 pieds plus loin.

Commencés le 20 juillet 1929 (le permis de construction est daté du 22 mai), les travaux d'excavation permirent de découvrir un sol argileux instable et une source d'eau à colmater. De plus, il fallut étançonner les deux immeubles voisins, l'édifice Versailles au nord-est, et l'édifice de la New York Life Insurance Co. au nord. On excava jusqu'à une profondeur de 40 pieds, mais il aurait fallu creuser jusqu'à 100 pieds de profondeur pour atteindre le roc solide. La société Anglin-Norcross Limited, responsable des fondations, décida alors de construire un radier monolithique en béton armé de six pieds d'épaisseur, percé d'ouvertures de formes va-



L'édifice Aldred et la place d'Armes en 1935.

PHOTO CPR



Les faces ouest et sud, les deux principales du gratte-ciel.

PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

riées aux endroits où le béton était inutile. C'est sur ce radier que reposent les colonnes de l'édifice, à 31 pieds du niveau de la rue. Les 720 verges cubes de béton du radier furent coulés en deux jours — un record à l'époque — et les travaux de construction purent commencer le 14 octobre. Les locataires aménageront dans leurs locaux en avril 1931, en retard de quatre mois puisque le contrat d'entreprise générale stipulait que l'édifice devait être complété pour le 1er décembre 1930.

En plus de la source d'eau découverte au nord-est du terrain, l'entreprise d'excavation dégagait, à proximité de la place d'Armes, un puits en pierre des champs de cinq pieds de diamètre et de 50 pieds de profondeur. Certains croient que ce puits pourrait être celui que Jacques Archambault fit creuser en 1658 sur les ordres de Paul de Chomedey de Maisonneuve, une opinion tout-à-fait vraisemblable, il faut le préciser.

De nombreuses entreprises ont contribué à la construction de ce remarquable édifice, érigé au coût de 2 millions \$ sous la direction de la société Foundation Company of Canada, choisie comme entrepreneur général. On peut mentionner les principales, montréalaises pour la plupart: D. Verocchio Construction Co. Ltd. (excavation); Anglin-Norcross Limited (fondations); Dominion Reinforcing Steel Co. (acier d'armature);

Kendall Bros. Ltd. (sable et pierre); Canada Cement Co. Ltd. (ciment); Dominion Bridge Co. Ltd., de Lachine (acier de structure); Ritchie Cut Stone Co. Ltd., de Hamilton, en Ontario (pierre calcaire de l'Indiana); Robert Mitchell Co. Ltd. (escaliers en acier, équipement de chauffage et de plomberie); Canadian Comstock Co. Ltd. (électricité); et Otis-Fensom Elevator Co. (ascenseurs). Les ingénieurs-conseils furent Proctor & Moran, de New York, avec le Montréalais P.R. Robinson comme conseiller.

L'édifice Aldred doit son nom à J.E. Aldred, président de la société Aldred & Co. Ltd. et président de la Shawinigan Water and Power Co., une des principales composantes d'Hydro-Québec. Depuis cinq ans, l'édifice est la propriété de la compagnie à numéros 126991 Canada Inc., après avoir été celle de deux compagnies d'assurance, La Prudentielle d'Amérique et La Prévoyance compagnie d'assurances.

## Analyse architecturale

L'édifice Aldred est considéré comme le chef-d'œuvre de Barott. Le retrait par paliers n'est pas unique à l'architecture montréalaise. On en retrouve des exemples à New York (édifice Empire State, édifice Chrysler, etc.) et à Chicago. Par ailleurs, certains observateurs ne manquent pas de souligner que l'édi-

fice Aldred ressemble d'une certaine façon au projet soumis en 1922 par l'architecte Walter Burley Griffin lors du concours pour la construction de l'édifice du Chicago Tribune.

L'architecture de l'édifice Aldred est très dépouillée, son ornementation se limitant aux ouvertures à arc surbaissé du rez-de-chaussée, aux bas-reliefs d'inspiration Art déco gravés dans la pierre ou coulés dans l'aluminium, et aux pilastres semblables à des contreforts qui encadrent les travées de fenêtres jumelées. L'architecte a choisi de privilégier la symétrie et la rythmique dans l'agencement du fenêtrage. A cet égard, on peut préciser que les 840 fenêtres de l'édifice représentent un peu plus de 20 p. cent de sa surface extérieure. Le plan est rectangulaire, sauf pour le rez-de-chaussée qui suit la ligne de construction de la place d'Armes et forme donc un angle avec le mur ouest de l'immeuble. Les retraits se situent aux premier, troisième, huitième, seizième, vingtième et vingt-troisième étages.

L'édifice est doté d'un revêtement en pierre calcaire de l'Indiana sur les quatre côtés, fixé à une structure en acier et en briques de terre cuite évidées.

Les faces ouest et sud sont évidemment les plus intéressantes, l'ornementation ne commençant qu'au troisième étage du côté est, et qu'au huitième étage du côté nord, à l'arrière, une face dont la partie la plus basse est cachée au public par les deux édifices qui la jouxtent, rue Saint-Jacques.

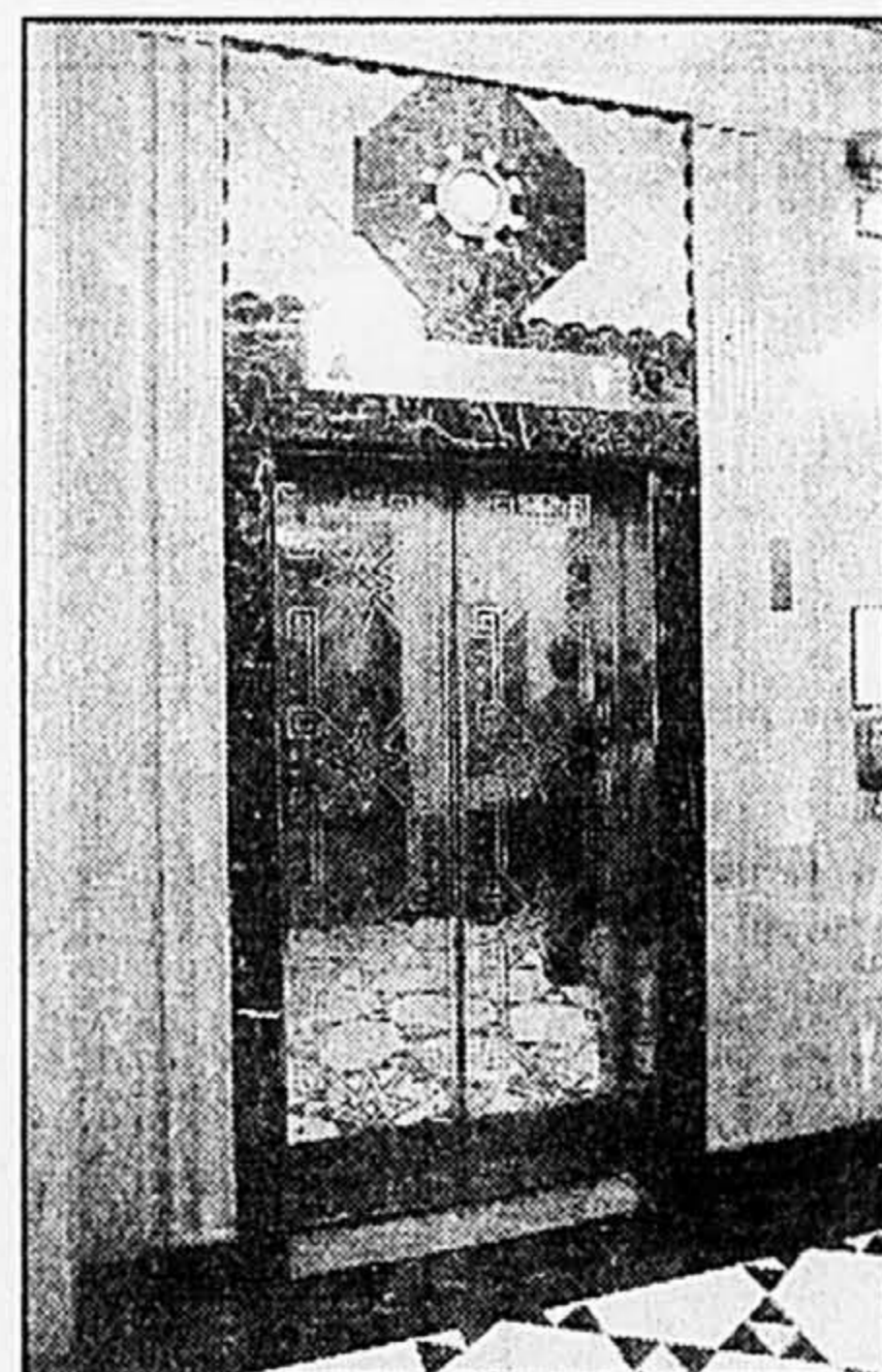
A cause de l'absence de recul, il est difficile d'apprécier à sa juste valeur la face de la rue Notre-Dame. En revanche, on peut admirer à loisir la face ouest, en s'installant du côté ouest de la place d'Armes. Soulignons que les éléments architectoniques et l'ordonnance sont les mêmes sur toutes les faces.

Que regarder plus précisément? Tout d'abord les pilastres qui rappellent des contreforts, et qui assurent la verticalité de l'édifice en séparant les travées de fenêtres jumelées. Au sommet de la partie du rez-de-chaussée, on remarque des motifs géométriques d'inspiration Art déco (comme tout le reste d'ailleurs) gravés dans la pierre. On retrouve aussi des motifs du même genre et des rosettes au sommet des travées de fenêtres à chaque fois qu'il y a un retrait, et ces motifs sont différents à chaque retrait. Les trumeaux entre les fenêtres sont ornés de bas-reliefs Art déco gravés dans l'aluminium. Dans les écoinçons qui flanquent les clés de voûte, au-dessus des arcs surbaissés des grandes baies du rez-de-chaussée, on remarque des gerbes de feuilles d'érable. L'entrée du 507, place d'Armes est surmontée d'une gril-



Le portail du côté de la place d'Armes.

PHOTOS PIERRE MCCANN, La Presse



L'utilisation du marbre et du bronze rehausse le style Art déco des portes des ascenseurs.

le en fer forgé dans laquelle s'insère une horloge. Cette grille est similaire, horloge comprise, à celle qu'on retrouvait à l'entrée du bureau de M. Aldred, au 17<sup>e</sup> étage.

## L'intérieur

Exception faite des entrées prévues pour les commerçants locataires du rez-de-chaussée, l'édifice comporte deux entrées qui débouchent sur deux longs halls perpendiculaires. Là aussi, l'architecte a privilégié le style Art déco, en axant son ornementation sur des formes animales et végétales stylisées. Seul le rez-de-chaussée a conservé un certain intérêt parce que les divers locataires ont maintes fois modifié les étages.

On remarquera plus particulièrement les arcs surbaissés qui séparent les halls voûtés, les marbres divers (veiné doré de Sainte-Geneviève, en France, de Tinos, vert antique, etc.), qui habillent les planchers à mosaïques et les murs, les lampadaires en bronze et en verre, ceux au-dessus des portes d'ascenseurs épousant la forme de coquillages, les portes d'ascenseurs en bronze incrustées de motifs en métal blanc et encastrées dans des architraves en marbre, les frises en bronze représentant des oiseaux sur des fils de télégraphie. Enfin, un vitrail moderne a remplacé les portes qui jadis s'ouvraient sur la cour arrière de l'édifice.

Au moment de son inauguration, l'édifice incorporait toutes les innovations modernes susceptibles d'assurer le maximum de confort aux locataires. On peut mentionner les six ascenseurs automatiques et ultra-rapides, lambrisisés de teck, une ventilation incorporant un filtre et un système de «lavage» de l'air afin de pouvoir maintenir l'air frais à l'intérieur, un aspirateur central, une machine à ozone afin d'éliminer les mauvaises odeurs provenant de la cuisine, un incinérateur, un éjecteur de cendres pneumatique, et un compacteur à papier. L'édifice Aldred n'avait rien à envier aux gratte-ciel les plus modernes d'Amérique du Nord.

SOURCES: Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire; Répertoire d'architecture traditionnelle; Les immeubles à bureaux et les hôtels; et documents divers — Institut royal d'architecture du Canada, *The Journal* (août 1931); *The Aldred Building — Montreal — Contract Record and Engineering Review* (23 octobre 1929); *The Aldred Building, Montreal* — Wagg, Susan; Ernest Isbell Barott, architecte: une introduction.

## REPÈRES



Nom: édifice Aldred.  
Adresse: 507, place d'Armes.  
Métro: station Place-d'Armes, direction de la place d'Armes.

Ces articles sont offerts sous forme de livres par les Editions La Presse, sous le titre *Montreal, son histoire, son architecture*. Renseignements: Guy Pinard, au 285-7070.

## Architecture

# La phase II de l'UQAM: un design correct, sans plus



JEAN-PIERRE BONHOMME

Nous avons déjà donné nos impressions, assez défavorables, au sujet de l'architecture du nouveau pavillon sud du campus de l'Université du Québec à Montréal, celui du boulevard René-Lévesque.

Il n'y a pas raison de changer d'idée à ce sujet, pour le moment du moins, les critères minimaux du bon goût n'ayant pas considérablement changé en un semestre.

Il était naturel, par après, de tourner son attention vers le grand pavillon que la même université élève au coin de la rue Saint-Denis et de la rue Sainte-Catherine.

S'il existe un lieu, dans cette belle ville de Montréal, où la monumentalité représentative de la majorité des citoyens aurait dû s'exprimer, c'est bien ce carrefour. Ce n'est pas sans raison que, sur cette intersection, lieu représentatif spirituel par excellence, nos grands pères ont planté là le plus haut

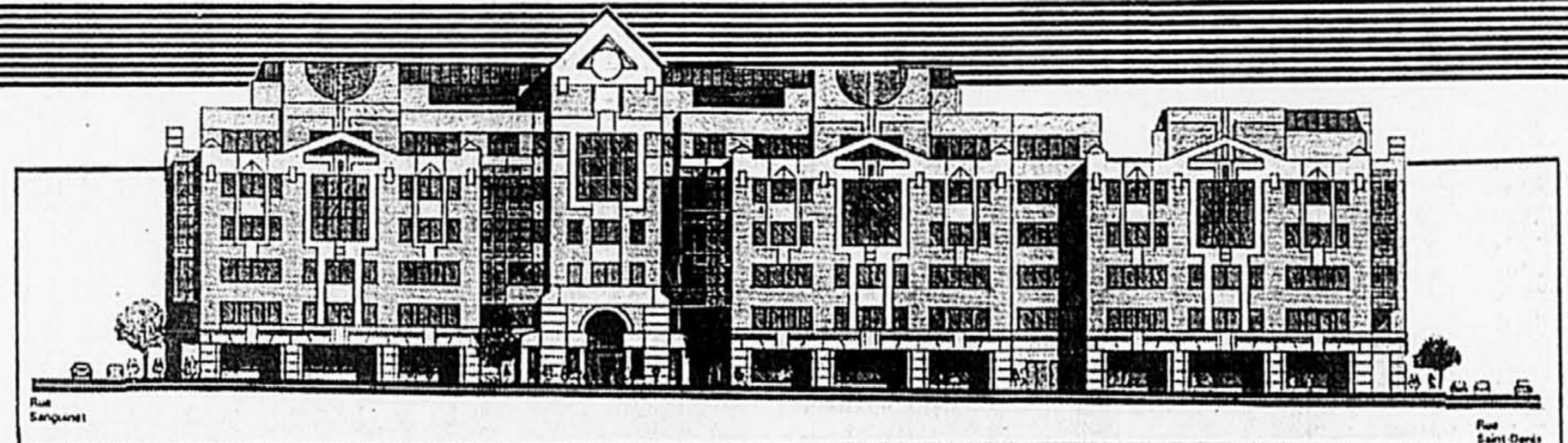
et le plus élégant clocher d'Amérique.

Et puis ce n'est pas un hasard non plus si les anciens ont construit une école polytechnique de style néo-classique juste en face, et une université de Montréal tout aussi classique au sud. On voulait représenter l'esprit qui animait les Canadiens français — comme on disait alors — sur l'un des rares lieux symboliques qui leur appartenaient en ville.

Le Quartier latin, — latin par sa culture et sa religion —, méritait qu'on affiche une présence forte, équilibrée et monumentale sans être ostentatoire. Nous avons connu ce carrefour, jadis, et profité de sa solide présence.

Aujourd'hui l'architecte Dimitri Dimakopoulos offre à la considération générale un nouveau pavillon de la nouvelle université de Montréal, aujourd'hui nommée UQAM sur ce même carrefour si riche de mémoire.

Le nouvel immeuble qui s'élève tranquillement, tout autour du fragment de l'ancienne Ecole polytechnique, est correct. M. Dimakopoulos, qui est un grand architecte, nous a fait valoir, avec raison, qu'il a respecté l'horizontalité de l'ancien immeuble, qu'il a utilisé des matériaux qui rappellent par mo-



On voit ici l'élevation sud de l'aile Sainte-Catherine du nouveau pavillon de l'UQAM, dont la construction progresse actuellement.

ments la pierre du fragment conservé et qu'il a créé, au ras de sol, des ouvertures à l'échelle du piéton. On ne sait pas encore si cette colonnade sera respectée.

Les Montréalais, comme le soumet l'architecte, pourront vivre avec cette nouvelle construction. Mais ils vivront avec comme on vit avec un immeuble ordinaire, avec un immeuble de bureaux de la périphérie autoroutière peut-être.

Le nouvel immeuble-clé de l'UQAM, pour tout dire, ne «signifie» pas plus que lui-même. Il n'est pas un nouveau symbole de la latinité ou de la personnalité locale. Sa brique nous signale que le gouvernement du Québec a été pingre en n'autorisant pas l'utilisation d'un matériau plus noble. Il n'a d'ailleurs pas été plus généreux pour les deux autres grands pavillons.

D'autre part, la construction, dont l'agencement horizontal des fenêtres s'accorde assez mal avec la verticalité

du fragment classique, ne fait que des concessions, mais bien modestes, au passé historique. Il rappelle par des détails du corps principal, les frontons bien ordonnés de l'école de la rue Saint-Denis. Mais cette concession au passé, assez gratuite, n'est qu'une timide expression de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le post-moderne.

Le post-modernisme, reconnaît-on généralement, cherchait à s'intégrer à l'environnement. Mais, comme le dit François Rémillard, dans son livre, *L'architecture de Montréal, ce «style»* est en perte de vitesse et c'est aux sources véritables du modernisme qu'on tend maintenant de se rattacher. Le post-modernisme n'était qu'une passerelle, un simple appel au secours au passé avec des moyens modernes. Cela pouvait aller avec un Michael Graves qui s'est rendu jusqu'au bout de cette folle expérience. Ici les rappels ressemblent assez à du simple décor. L'immeuble

n'aurait pas détonné sur la rue Jean-Talon, à côté de l'immeuble Bell, par exemple.

Le carrefour-clé du Montréal latin, ce cœur du territoire québécois, méritait mieux que ce nouveau pavillon. Il aurait été souhaitable de laisser les créateurs — M. Dimakopoulos en tête — exprimer à leur façon l'idée qu'ils se font de la modernité de la symbolique québécoise.

M. Dimakopoulos fut limité dans son expression. Les autorités gouvernementales lui ont imposé des contraintes difficiles dans des circonstances symboliques particulières. Elles ont interdit les fenêtres qui s'ouvrent, par exemple, comme si les étudiants devaient être mis en cages et le reste, indépendamment des considérations qui concernent l'âme du peuple. Il y a quelque chose qui pourrait mieux aller au royaume du fonctionnarisme responsable de l'architecture, au Québec.

MONTRÉAL

REVUE DE LA SEMAINE

Main financial table for Montreal with columns for Volume, Haut, Bas, Clôt., and 52 der. sem. for various sectors like A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z, and Special Warrants.

TORONTO

REVUE DE LA SEMAINE

Main financial table for Toronto with columns for Volume, Haut, Bas, Clôt., and 52 der. sem. for various sectors like A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z, and Special Warrants.

suite à la page B 9

Les courtiers disent oui à une réforme de la Loi sur le courtage immobilier

PIERRE APRIL de la Presse Canadienne QUÉBEC

Le secteur du courtage immobilier au Québec et les principaux intervenants politiques et économiques sont favorables aux recommandations contenues dans le document de consultation déposé en juin dernier par le ministre responsable des institutions financières, Mme Louise Robic, et qui sera étudié mercredi en commission parlementaire.

Le président de la Chambre d'immeuble de Québec, M. Claude Létourneau, au cours d'une conversation, ne voyait dans ce large consensus rien d'anormal, « parce que, dit-il, tous les intervenants ont participé à la consultation ».

Mercredi, la Commission parlementaire sur le courtage immobilier entendra ses premiers témoins, soit l'Association de l'immeuble du Québec, le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, la Chambre d'immeuble du grand Montréal et celle de Québec ainsi que la Corporation professionnelle des administrateurs agréés. Il ne faut pas s'attendre à beaucoup d'objections.

Le secteur du courtage immobilier compte près de 1450 entreprises au Québec, plus de 12000 agents et procure plus de 16000 emplois directs, à temps plein ou à temps partiel.

Toute l'industrie est régie par la loi sur le courtage immobilier adoptée en 1962 par le gouvernement et administrée par la ministre Robic.

Depuis 1962, de nombreux changements sont intervenus dans ce secteur économique et c'est pourquoi les porte-parole des courtiers ont exprimé leur appui à une refonte en profondeur de la Loi.

C'est le principe de l'autoréglementation, proposé dans le document Robic, qui fait le plus plaisir aux courtiers.

Surveillance et contrôle

L'organisme qui se verra confier le mandat de réglementer l'industrie et auquel participera le gouvernement, ne le fera pas dans l'intérêt des courtiers et des agents d'immeubles, mais se consacrera entièrement à son rôle de surveillance et de contrôle des activités des membres du secteur. Il aura le pouvoir de déterminer les exigences concernant la qualification et la formation des courtiers et agents et procédera à leur enregistrement. Il verra aussi à l'élaboration et à l'application des règles de déontologie qui devront être assorties de sanctions.

Le gouvernement tient aussi à ce que la nouvelle loi assure la protection du public et il se chargera de surveiller les agissements de l'organisme d'autoréglementation.

Pour protéger leurs acquis, les chambres d'immeuble ont fait inscrire dans le document de consultation de juin dernier une disposition voulant qu'elles demeurent le véhicule privilégié « pour promouvoir les intérêts des courtiers et des agents d'immeubles ».

« L'autoréglementation ne veut pas dire dérèglementation », a précisé M. Létourneau.

Conscients que la nouvelle loi contiendra des règles plus strictes et plus nombreuses pour gérer l'industrie, les courtiers semblent s'en féliciter. M. Létourneau, de la Chambre d'immeuble de Québec, y voit une protection accrue pour le public et une excellente façon de relever la qualité des courtiers et agents.

Le ministre a proposé d'augmenter substantiellement les frais de permis qui sont actuellement de 10000 \$ et les courtiers ne s'y objectent pas. « Le 10000 \$, a précisé M. Létourneau, ne correspond évidemment plus à la réalité ».

Quelques questions Mmc Robic a posé une série de questions au gens du secteur. Elle a demandé aux courtiers, responsables des gestes posés par leurs agents, si le degré de responsabilité de ces derniers ne devrait pas être augmenté. La aussi les courtiers n'y voient pas d'objection.

Il y a aussi toute la question de la formation des agents d'immeubles qui faut réglementer. Les courtiers sont encore une fois d'accord pour apporter des améliorations et relever la qualité de ses agents.

Les Chambres d'immeuble sont même d'accord pour étendre la couverture du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier couvrant actuellement les cas de fraudes et de détournements de fonds.

Dans son invitation adressée aux intervenants du milieu du courtage immobilier à participer aux travaux de la commission parlementaire, Mme Robic a précisé que les questions touchant la protection du public, l'institution d'organismes d'autoréglementation, la détermination des responsabilités, la participation du milieu à la gestion des régimes de qualification professionnelle et de surveillance doivent trouver des réponses dans la nouvelle loi.

Du côté de l'Opposition officielle à Québec, le responsable des communications de l'aile parlementaire du Parti québécois, René Blouin, a souligné que sa formation politique ne voyait pas de défauts majeurs dans le document présenté par Mme Robic.

M. Létourneau a d'ailleurs précisé que le mémoire présenté par la Chambre d'immeuble de Québec répondra justement aux questions posées par le ministre.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES A A A, balance de vente, lire et 2e hyp., courtier, 646-1075. A IERE et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4334.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES JE REPRENDS plusieurs investisseurs afin d'acheter des immeubles à robots. Petite mise de fonds. JOSEPH ETIENNE FODOR BUREAU MOBILE 386-2880

717 SERVICES SPECIALISES INCORPORÉE, conseils pour partir en affaires, 200 \$ et +, 388-1102. 718 ARGENT DEMANDE A A A, balance de vente, lire et 2e hyp., courtier, 646-1075.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES VOULEZ-VOUS PARTIR EN AFFAIRES? à temps plein ou partiel. Contacter I P O 939-4090. A.S.A.P. 16 grands terrains codotés, prêts à construire, à St-Adele, 967-0959.

712 ASSOCIES DEMANDES ASSOCIE(E)S avec expérience pour centre touristique. Laurentides, 272-6188, 270-6984. 714 FRANCHISES INVESTISSEURS, centre commercial, vente ou association, rendement 25% garanti, 591-0745. C.G.A. acheteurs clients ou association, 274-4831.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS. 285-7111 INTERURBAIN SAUF FRANS 1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

Pas de caution Un juge de la Cour supérieure du district de Los Angeles a refusé hier de réduire la caution de 5 millions de dollars de Charles Keating, en faisant valoir que les difficultés légales que connaît présentement l'ex-courtier en valeurs pourraient l'inciter à prendre la fuite. Keating est accusé de 42 chefs de fraude portant sur la vente de 250 millions de dollars d'obligations aujourd'hui sans valeur.

Les Sept tentent de minimiser l'impact du choc pétrolier

Agence France-Presse WASHINGTON

Les Sept pays les plus industrialisés s'efforcent tard hier d'adopter une position commune rassurante, face aux risques de récession économique mondiale créés par la hausse des prix du pétrole, indiquant de source informée.

Les ministres de l'Économie et des Finances de l'Allemagne de l'Ouest, du Canada, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, du Japon et de l'Italie se sont réunis hier matin à Washington.

Il devraient souligner dans une déclaration commune, à l'issue de leur rencontre, que le choc pétrolier consécutif à l'invasion du Koweït par l'Irak n'a pas l'ampleur des crises pétrolières de 1973-1974 et 1979-1980, selon des observateurs.

Les assurances de leur solidarité les pays en développement les plus touchés par la crise, renouvelant les assurances d'assistance formulées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans les jours précédents. Les pays d'Europe de l'Est et les pays dits « de la ligne de front », comme la Turquie, la Jordanie et l'Égypte, sont les plus touchés par la crise du Moyen-Orient.

Des divergences entre les États-Unis et les six autres pays industrialisés étaient toutefois apparues avant la réunion sur la question des taux d'intérêt.

Le gouvernement américain a souhaité à plusieurs reprises une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis pour soutenir une croissance économique très faible.

Mais ses partenaires, aussi bien que le FMI, ont plaidé pour un maintien de politiques monétaires strictes, afin d'éviter l'erreur commise par le pas-

se qui a conduit simultanément, après de semblables chocs, à un ralentissement de l'activité et à une relance de l'inflation.

Baisse concertée Une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis ne pourra être réalisée que de façon concertée avec les partenaires de Washington, et en particulier avec l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, pour empêcher une augmentation de l'écart de rémunération qui provoquerait un tarissement des mouvements de capitaux vers les États-Unis.

Les États-Unis ont besoin de capitaux étrangers pour financer leur déficit budgétaire. La nécessité d'un équilibre budgétaire et d'un encouragement à l'épargne devrait figurer parmi les thèmes évoqués par les Sept dans le communiqué final.

La crainte d'une insuffisance globale de crédits, pour parer aux effets de la crise du Golfe et pour financer la mutation de l'Europe de l'Est, a en effet grandi récemment.

Les Sept devaient enfin évoquer l'effort de réduction de la dette des pays du Tiers-Monde et entendre le directeur-général du FMI sur l'étude en cours de la situation de l'économie soviétique.

M. Camdessus a récemment souligné que l'étude en était à ses débuts, que l'on parlait encore de méthodologie et pas de politique économique.

Toutefois, selon des sources concordantes, les experts ont déjà recueilli un grand nombre de données. Et ils seraient moins gênés par l'absence de certaines statistiques que par le fait que celles collectées ne sont pas toujours conciliables entre elles. Il leur faut enfin trouver un mode de traitement de ces données adapté à l'Union soviétique, indiquent-ils encore.

Le baron Empain se remarie

Le baron Jean Empain, l'industriel belge converti dans l'immobilier et les produits pétroliers après son enlèvement en 1978 et son départ de la Société Schneider, a épousé samedi à Monaco Jacqueline Ragonaux, arien-

mannequin qu'il avait rencontré à Paris il y a neuf ans. Jean Empain, 52 ans, avait divorcé à la suite de son enlèvement. Il partage son temps depuis huit ans entre Paris et Monaco.

TORONTO

REVUE DE LA SEMAINE

Table with 10 columns: Volume, Haut, Bas, Côté, Var. Haut, Bas. It lists various market indicators and their weekly performance.

suite de la page B 8

M/N

Table listing various market indicators (M/N) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

O/P

Table listing various market indicators (O/P) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

R/P

Table listing various market indicators (R/P) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

S/T

Table listing various market indicators (S/T) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

U/Z

Table listing various market indicators (U/Z) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Debitures

Table listing various market indicators (Debitures) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Partially Paid Shares

Large table listing various market indicators (Partially Paid Shares) and their values, including categories like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.



TRANSPORT ET VEHICULES AUTOMOBILES

440 ESCORTES MASSAGES RENCONTRES ET AUTRES. A BEAU MESEUR... BEL HOMME FORT... FILLE DE TRAVAIL... LE NOUVEAU Paradis vous souhaite...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

AUTOBAINES

506 MACHINERIE LOURDE. GROUES Austin Western 5 tonnes, 4 roues motrices... AEROSTAR Edie Bauer 89...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

511 CAMIONS (ACHAT, VENDE, LOCATION)

AERO STAR XL 89 alliage, tout équipement, 40 000 km, garantie mars 1995... AEROSTAR Edie Bauer 89...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

BRONCO 11, 88 4x4 EQUIPE 11,995\$ BRAULT MERCURY 671-6115, 866-4131

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

549 COVOITURAGE. BESION transport aller-retour (matin, soir), Mini 31-jean, 485-4239

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

550 AUTOS A VENDRE. ACADIAN Scooter 1987, 5 vit., 1000 km, bonne condition, prix 3 200 \$...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

LAREAU 937-7785. ACURA Integra RS 90, 4 portes, 5 vit., 36,500 km, 13,000 \$...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

AUDI AUTO E LAZON. AUDI 5000 CD Turbo 4 portes, 1987, 80 000 km... AUDI 5000 CD Turbo 4 portes, 1987, 80 000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

AUDI 4000S QUATRO. AUDI 4000S Quattro, A-1, 60 000 km... AUDI 5000 CD Turbo 4 portes, 1987, 80 000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CAMARO 1979, 90,000 km... CAMARO 1980, 100,000 km... CAMARO 1981, 110,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. CONTINENTAL Mark VII, LSC 1988... FORD Escort GL 1983, 4 portes... FORD Escort GL 86, 56,000 km...

550 AUTOS A VENDRE. HONDA Civic DX 90, blanche, 5 vit., 10 950 \$... JEEP Wagoneer Lite 88 Joseph Concordia Auto 273-2123

550 AUTOS A VENDRE. MAZDA 626 18, 5 vit., 2 portes, A-1, equipée, 2 700 \$.... NISSAN Maxima GXE 87, 80 000 km...

SUITE des annonces classées à la page C12

# Humphrey Beauregard dans SALTRACAZ

Dessins de Yves Perron, scénario de Normand Viau  
(C) 1989 les éditions Viperé



## HAGAR DUNOR LE VIKING



## LE PENSE-BÊTE



## PIT ET PAT



## FRANK ET ERNEST



## LA DEVEINE



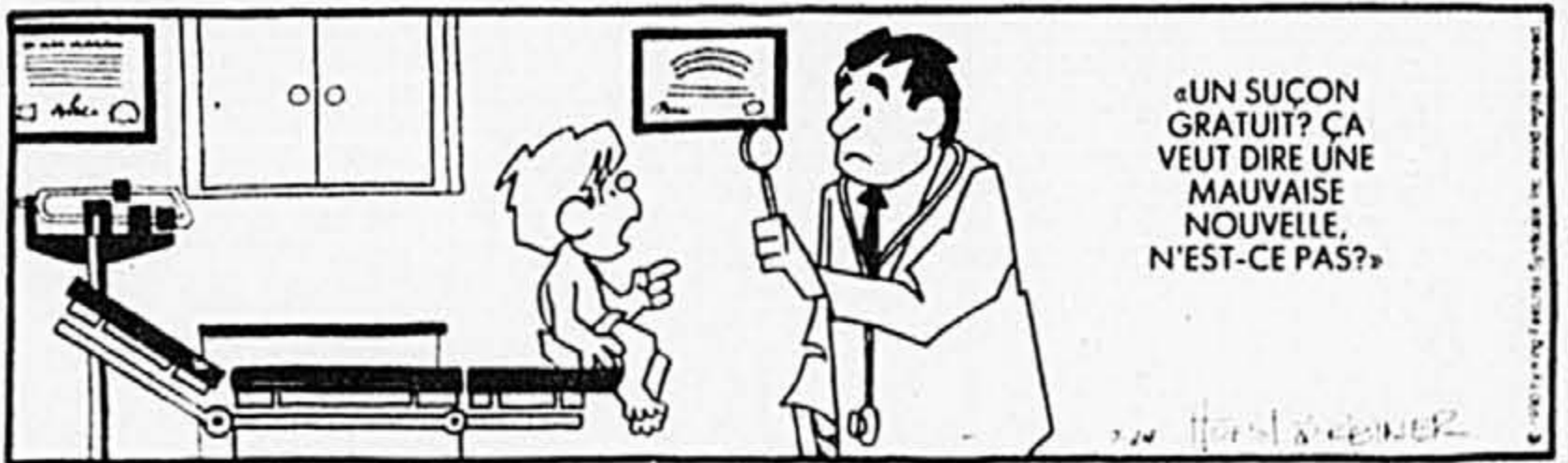
## GARFIELD



## FERDINAND



## CE CHER GUY!



## PEANUTS



## FRED BASSET



## PHILOMÈNE



## CANDIDE



# PEANUTS

et ce «bon vieux Charlie Brown»  
par Schulz



# PHILOMÈNE

par Jerry Scott

